



# Union européenne

Vue d'ensemble

## ENQUÊTE BEI SUR L'INVESTISSEMENT

# 2022



ENQUÊTE BEI SUR L'INVESTISSEMENT

# Union européenne

Vue d'ensemble



Banque européenne  
d'investissement

## **Enquête du Groupe BEI sur l'investissement : synthèse concernant l'Union européenne**

© Banque européenne d'investissement (BEI), 2023. Tous droits réservés.

### **À propos de l'enquête du Groupe BEI sur l'investissement (EIBIS)**

Menée depuis 2016, l'enquête du Groupe BEI sur l'investissement est une étude annuelle unique en son genre qui sonde quelque 13 000 entreprises. Elle s'intéresse aux entreprises de tous les États membres de l'Union européenne ainsi qu'à un échantillon d'entreprises aux États-Unis.

L'enquête recueille des données sur les caractéristiques et les résultats des entreprises, sur leurs investissements antérieurs et leurs projets pour l'avenir, ou encore sur leurs sources ou leurs problèmes de financement, et sur les autres défis qu'elles doivent relever, comme la lutte contre les changements climatiques et la transformation numérique. Basée sur un échantillonnage stratifié, l'enquête EIBIS est représentative à l'échelle des 27 États membres de l'UE et des États-Unis, ainsi que des quatre catégories d'entreprises (des microentreprises aux grandes entreprises) et de quatre grands secteurs économiques (industrie manufacturière, construction, services et infrastructures). L'enquête vise à constituer un éventail d'observations, à l'appui de l'analyse de données issues de séries chronologiques. Les observations peuvent également avoir pour point de départ les bilans et les comptes de résultat des entreprises. L'enquête EIBIS a été conçue par le département Analyses économiques de la BEI, et est gérée par ce même département avec le soutien d'Ipsos.

### **À propos de la présente publication**

Ces rapports proposent une synthèse des données collectées pour les 27 États membres de l'UE et les États-Unis. Ils ont pour objet de fournir un aperçu des données. Aux fins de ces publications, les données sont pondérées en fonction de la valeur ajoutée afin de mieux refléter la contribution des différentes entreprises à l'activité économique. Contact : [eibis@eib.org](mailto:eibis@eib.org).

**Téléchargez les conclusions de l'enquête du Groupe BEI sur l'investissement pour chaque pays de l'UE ou consultez le portail de données à l'adresse [www.eib.org/eibis](http://www.eib.org/eibis).**

### **À propos du département Analyses économiques de la BEI**

Le département Analyses économiques de la BEI a pour mission de fournir des analyses et des études économiques destinées à aider la Banque à mettre en œuvre ses opérations et à définir son positionnement, sa stratégie et ses politiques. Fort d'une équipe de 40 économistes, le département est placé sous la direction de Debora Revoltella.

### **Principaux contributeurs à la présente publication**

Julie Delanote et Francisca Novais e Silva.

### **Clause de non-responsabilité**

Les opinions exprimées dans la présente publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position de la BEI.

### **À propos d'Ipsos Public Affairs**

Ipsos Public Affairs travaille en étroite collaboration avec des autorités nationales, des services publics locaux et le secteur des organisations à but non lucratif, ainsi qu'avec des organisations internationales et supranationales. Son personnel, composé d'environ 200 chargés d'études basés à Londres et à Bruxelles, étudie principalement des questions ayant trait aux politiques et aux services publics. Ses travaux de recherche éclairent de manière décisive les décideurs et les collectivités.

Pour de plus amples informations sur les activités de la BEI, veuillez consulter le site web [www.eib.org](http://www.eib.org). Vous pouvez également prendre contact avec notre bureau d'information, à l'adresse [info@eib.org](mailto:info@eib.org).

Publié par la Banque européenne d'investissement.  
Imprimé sur du papier FSC®.

# EIBIS 2022 – Synthèse concernant l'Union européenne

## PRINCIPAUX RÉSULTATS

### Dynamique et tendances d'investissement

L'enquête 2022 du Groupe BEI sur l'investissement (EIBIS) montre qu'en moyenne, au moment des entretiens (entre avril et juillet 2022), les entreprises européennes se remettaient relativement bien de la pandémie de COVID-19, avec des perspectives globalement positives. La part des entreprises de l'UE ayant investi en 2021 demeurait assez stable par rapport à 2020 (81 %), mais restait sous les niveaux antérieurs à la pandémie (environ 86 %). Néanmoins, les anticipations des entreprises européennes en matière d'investissement pour l'ensemble de l'année 2022 étaient favorables : elles étaient 20 % de plus à s'attendre à une augmentation plutôt qu'à une diminution de leurs investissements.

### Besoins et priorités en matière d'investissement

Les entreprises n'ont pas signalé de déficits d'investissements élevés, 80 % affirmant avoir investi un volume adéquat au cours des trois dernières années (comme dans l'enquête EIBIS 2021). En ce qui concerne les trois prochaines années, le remplacement de capacités reste la principale priorité d'investissement des entreprises (35 % des entreprises), tandis que la part des entreprises n'ayant aucun plan d'investissement a légèrement augmenté dans l'enquête EIBIS 2022 (11 % contre 9 % dans celle de 2021).

### Répercussions de la pandémie de COVID-19

Les entreprises ont été fortement touchées par la pandémie, mais un important soutien des pouvoirs publics les a aidées à survivre et à se transformer. Toutefois, les répercussions n'ont pas été les mêmes selon les entreprises et les secteurs. Un tiers des entreprises n'ont subi aucune perte du chiffre d'affaires d'une année sur l'autre en raison de la pandémie de COVID-19 et, au moment des entretiens, elles s'attendaient à un niveau de ventes plus élevé en 2022 qu'avant la pandémie (2019). À l'inverse, environ la moitié des entreprises ont enregistré des pertes en 2020 et (ou) en 2021, et 13 % d'entre elles ne s'attendaient pas à se remettre de la perte d'activité liée à la pandémie en 2022.

Dans l'ensemble, environ 60 % des entreprises de l'UE ont bénéficié d'une certaine forme d'appui financier – principalement des subventions ou d'autres aides non remboursables – en réponse à la crise liée au COVID-19. Le soutien des pouvoirs publics était plus susceptible d'atteindre les entreprises ayant subi des pertes de chiffre d'affaires (environ 73 % ont reçu une forme d'aide financière face au COVID-19, tandis que 47 % des entreprises n'ont enregistré aucun recul de leur chiffre d'affaires). Environ 10 % des entreprises déclarent bénéficier encore d'un soutien financier – 20 % d'entre elles ne s'étant pas encore remises de la pandémie.

### Transformation, innovation et transition numérique des entreprises

Le soutien des pouvoirs publics a été déterminant pour permettre aux entreprises de se transformer. Elles ont réagi au choc et 63 % ont pris des mesures. Par rapport à l'enquête EIBIS 2021, davantage d'entreprises déclarent avoir agi ou investi pour recourir davantage au numérique (53 % contre 46 % dans l'enquête EIBIS 2021). En outre, la part des entreprises qui déploient des efforts pour raccourcir la chaîne d'approvisionnement a presque doublé (de 10 % à 19 %).

En moyenne, 69 % des entreprises de l'UE ont utilisé au moins une technologie numérique de pointe, une situation comparable à celle des États-Unis (71 %).

Cette période de chocs répétés a des répercussions sur l'innovation des entreprises. Environ un tiers (34 %) des entreprises de l'UE ont développé ou mis sur le marché de nouveaux produits, procédés ou services dans le cadre de leurs activités d'investissement, une proportion comparable à celle de l'enquête EIBIS 2021 (36 %). L'écart en matière d'innovation par rapport aux États-Unis se creuse au fil du temps, 53 % des entreprises américaines ayant mis sur le marché de nouveaux produits, procédés ou services en 2022.

### Commerce international

Près de 90 % des entreprises de l'UE sont confrontées, depuis 2021, à des perturbations liées au commerce international. Presque autant d'entreprises de l'UE considèrent que le conflit entre la Russie et l'Ukraine et la pandémie de COVID-19 freinent le commerce international. Dans l'ensemble, près de 60 % des entreprises confrontées à des perturbations liées au commerce international déclarent avoir pris des mesures pour atténuer l'impact de ces perturbations.

# EIBIS 2022 – Synthèse concernant l'Union européenne

## Moteurs et freins

Au moment des entretiens, les entreprises s'attendaient déjà à une détérioration du contexte économique et politique, les perspectives se dégradant aussi dans leurs propres secteurs. Dans l'ensemble, les entreprises de l'UE ont souligné que la disponibilité des financements externes diminuait à court terme, et de manière davantage marquée qu'au plus fort de la pandémie. Les perspectives quant à la disponibilité de financements internes en vue d'investissements se dégradaient également fortement (passant d'une amélioration manifeste à une simple stabilisation).

L'incertitude et le manque de compétences continuent de freiner l'investissement à long terme, 78 % et 85 % des entreprises, respectivement, mentionnant ces facteurs comme des entraves. Par rapport à toutes les enquêtes EIBIS précédentes, la part des entreprises déclarant les coûts de l'énergie comme une entrave à l'investissement (82 %) a fortement augmenté, en particulier celles qui les considèrent comme un obstacle majeur (59 %). Compte tenu des différences en matière de prix de l'énergie et d'intensité énergétique entre les pays et les secteurs, la part des entreprises qui considèrent les coûts de l'énergie comme un obstacle majeur varie selon les pays, allant de 24 % en Finlande à 81 % en Grèce.

## Financement de l'investissement

Compte tenu du resserrement des conditions financières à l'échelle mondiale et européenne, les entreprises commencent à mentionner une détérioration de leurs perspectives de financement. La part des entreprises de l'UE considérées comme contraintes dans leurs possibilités d'accès aux financements est en hausse (à 6 %) par rapport à l'enquête EIBIS 2021 (5 %). On note une nette différenciation intraeuropéenne, la part des entreprises contraintes dans leurs possibilités de financement (9 %) étant la plus élevée en Europe centrale, de l'Est et du Sud-Est (ECESE).

## Changements climatiques et efficacité énergétique

Les entreprises de l'Union européenne se répartissent dans des proportions assez équilibrées entre celles qui considèrent la transition vers des normes et réglementations climatiques plus strictes comme un risque et celles qui estiment pouvoir en tirer parti (environ 30 % pour chaque groupe). Elles sont près de 40 % à continuer de considérer que cette transition n'aura aucune incidence. Environ 90 % des entreprises de l'UE ont déjà pris des mesures à cet égard, dans le but de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Environ 57 % des entreprises investissent dans l'efficacité énergétique, 64 % dans la réduction et le recyclage des déchets et 32 % dans de nouvelles technologies et de nouveaux domaines d'activité moins polluants. Rien qu'en 2021, environ 40 % des entreprises ont investi dans l'efficacité énergétique.

Quelque 57 % des entreprises de l'UE se disent touchées par les risques physiques liés aux changements climatiques, un tiers seulement ayant pris des mesures pour renforcer leur résilience face à ces risques. Alors que 20 % des entreprises ont mis au point des solutions pour réduire ou éviter leur exposition (ou investi dans de telles solutions), 14 % ont misé sur une stratégie d'adaptation.

Environ 53 % des entreprises de l'UE ont déjà investi plus largement dans la lutte contre les changements climatiques et plus de la moitié prévoient d'investir dans ce domaine au cours des trois prochaines années. Par rapport aux États-Unis, l'Union européenne continue de progresser, tant en ce qui concerne la part des entreprises qui ont investi que celle des entreprises qui prévoient d'investir dans la lutte contre les changements climatiques au cours des trois prochaines années.

## Gestion de l'entreprise, équilibre hommes-femmes et effectifs

En 2021, plus de la moitié des entreprises de l'UE préféraient s'appuyer sur un système de suivi stratégique, une proportion qui reste plus élevée qu'aux États-Unis. Toutefois, les entreprises de l'UE accusent un retard par rapport aux États-Unis lorsqu'il s'agit de déployer des efforts pour atteindre un équilibre hommes-femmes (58 % contre 62 %).

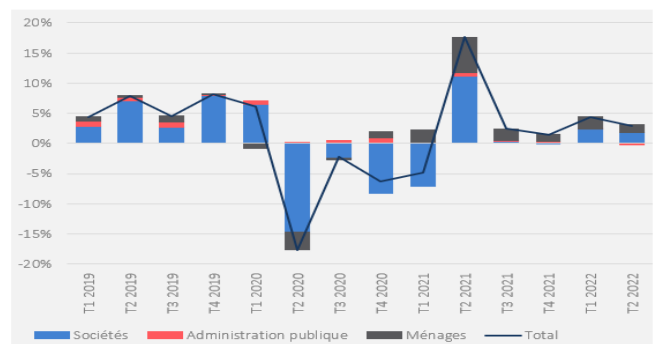
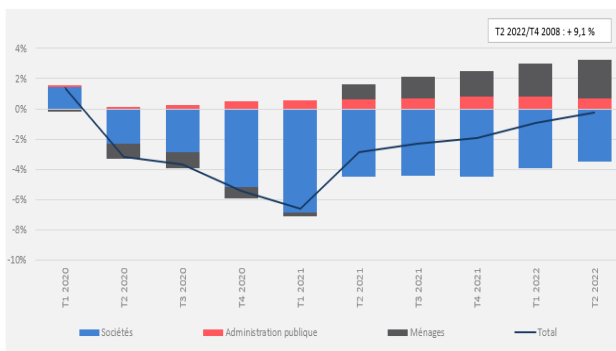
## Note relative à la lecture des résultats :

*La synthèse de l'enquête EIBIS 2022 présente les résultats de l'enquête menée en 2022. Les questions de l'enquête peuvent se référer au « dernier exercice financier » (2021) ou aux attentes pour l'année en cours (2022). Le texte et la note de bas de page faisant référence à la question préciseront dans chaque cas quelle année est prise en considération.*

# Dynamique d'investissement

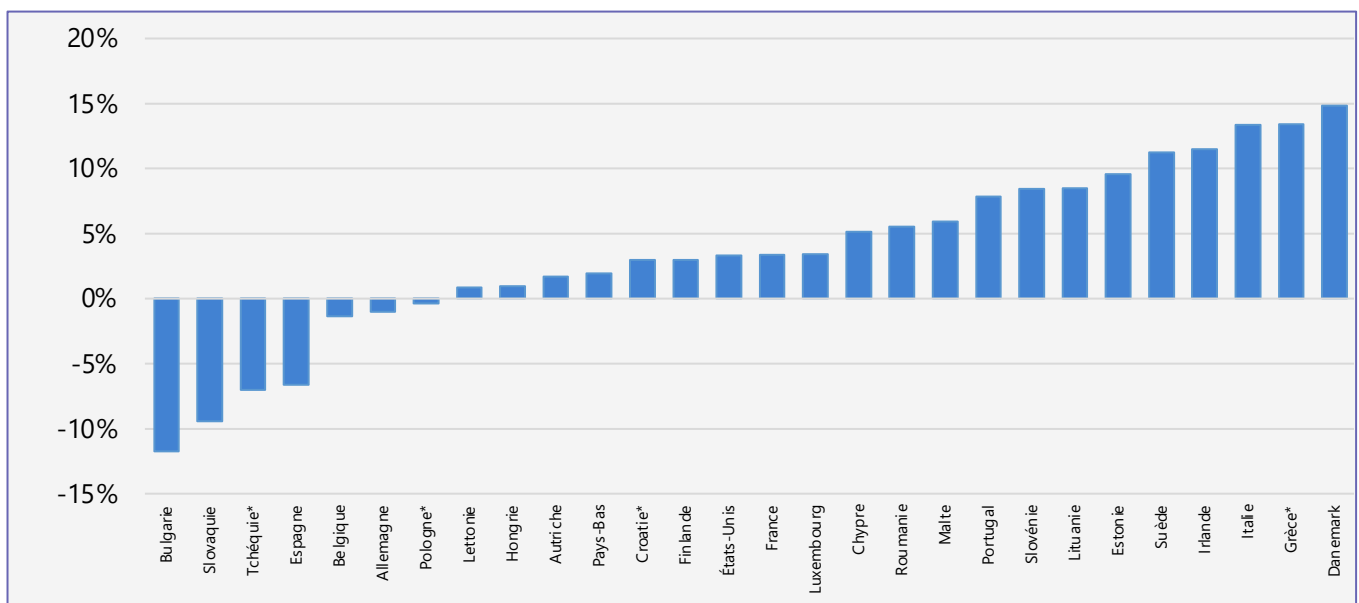
## DYNAMIQUE D'INVESTISSEMENT PAR SECTEUR INSTITUTIONNEL

- L'activité globale d'investissement s'est très fortement contractée à partir du deuxième trimestre de 2020, le COVID-19 touchant alors de plein fouet l'économie. Ce recul est imputable avant tout au secteur des entreprises.
- L'investissement a commencé à se redresser à partir du début de 2021 jusqu'au deuxième trimestre de 2022. Toutefois, étant donné la faiblesse des investissements du secteur des entreprises par rapport au quatrième trimestre de 2019 et la fragilité de l'investissement des ménages, le nouveau choc déclenché par le conflit entre la Russie et l'Ukraine entraînera une nouvelle baisse de l'activité globale d'investissement.
- Si l'on examine la situation dans les différents pays, l'activité d'investissement au deuxième trimestre de 2022 a diminué ou est restée stable dans bon nombre d'entre eux par rapport au dernier trimestre de 2019. Font figure d'exception le Danemark, l'Italie, l'Irlande et la Suède, notamment, où les investissements ont augmenté de plus de 10 %. Dans d'autres pays, tels que la Slovaquie et la Bulgarie, il a été constaté une baisse allant jusqu'à 13 %.



Le graphique de gauche illustre l'évolution de la formation brute de capital fixe (FBCF) totale par secteur institutionnel (en termes réels, données non corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier). Les données nominales de base de la FBCF ont été converties en sommes sur quatre trimestres et corrigées du déflateur implicite de la FBCF totale (2015 = 100 EUR), pour tous les pays de l'UE – à l'exception de l'Irlande, pour laquelle les données réelles de la FBCF (chaînée annuellement, 2020 = 100) ont été utilisées. Les données réelles de la FBCF pour les États-Unis sont corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier (en millions d'USD, 2012). La somme sur quatre trimestres de la FBCF réelle totale au T4 2019 est normalisée à zéro. Le graphique de droite illustre la variation de la FBCF totale en glissement annuel (en termes réels) par secteur institutionnel, les données de base ayant été converties tel que décrit ci-dessus.  
Source : Eurostat, calculs des auteurs.

## DYNAMIQUE D'INVESTISSEMENT PAR PAYS



Croissance (en %) de la FBCF totale (en termes réels) au T2 2022 par rapport au T4 2019. Les données nominales de base de la FBCF pour tous les pays de l'UE n'ont pas été corrigées des variations saisonnières ni des effets de calendrier, mais converties en sommes sur quatre trimestres et corrigées du déflateur implicite de la FBCF totale (2015 = 100 EUR), pour tous les pays de l'UE – à l'exception de l'Irlande, pour laquelle les données réelles de la FBCF (chaînée annuellement, 2020 = 100) ont été utilisées. Les données réelles de la FBCF pour les États-Unis sont corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier (en millions d'USD, 2012). La somme sur quatre trimestres de la FBCF réelle totale au T4 2019 est normalisée à zéro.

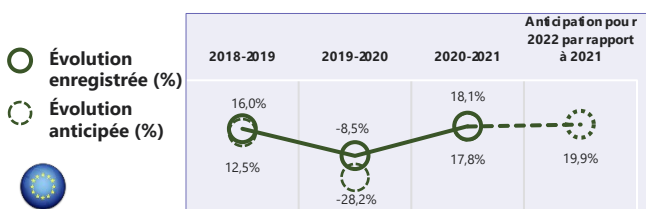
\*En raison d'un manque de données pour le T2 2022, la croissance de la FBCF réelle en Grèce fait référence à une variation en % au T3 2021 par rapport au T4 2019 ; pour la Croatie et la Pologne, elle fait référence à une variation en % au T1 2022 par rapport au T4 2019 ; et pour la République tchèque, elle fait référence à la croissance de la FBCF réelle au T4 2021 par rapport au T4 2019.

Source : Eurostat pour tous les pays de l'UE (à l'exception de l'Irlande), Office central des statistiques pour les données de l'Irlande et Bureau de l'analyse économique pour les données des États-Unis, calculs des auteurs.

# Dynamique et tendances d'investissement

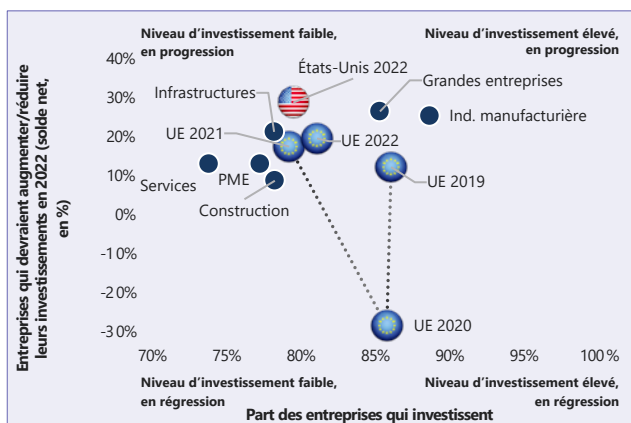
## CYCLE D'INVESTISSEMENT ET ÉVOLUTION DES ANTICIPATIONS D'INVESTISSEMENT

- La part des entreprises de l'UE ayant investi en 2021 est restée relativement stable par rapport à 2020 (81 %), mais est inférieure aux niveaux d'avant la pandémie (86 %).
- Les entreprises actives dans l'UE considèrent leurs futurs investissements avec optimisme, une embellie après une année 2020 marquée par des anticipations d'investissement en berne.
- Les grandes entreprises et celles du secteur manufacturier sont les plus susceptibles de s'attendre à une augmentation plutôt qu'à une diminution de leurs investissements.
- La part des entreprises américaines ayant investi en 2021 est légèrement inférieure à celle de l'UE, mais les entreprises américaines se déclarent plus optimistes quant aux perspectives d'investissement que leurs homologues européennes.



L'« évolution enregistrée » correspond à la part des entreprises qui ont investi plus, minorée de la part de celles qui ont investi moins. L'« évolution anticipée » correspond à la part des entreprises qui prévoient ou prévoient d'investir plus, minorée de la part de celles qui prévoient ou prévoient d'investir moins.

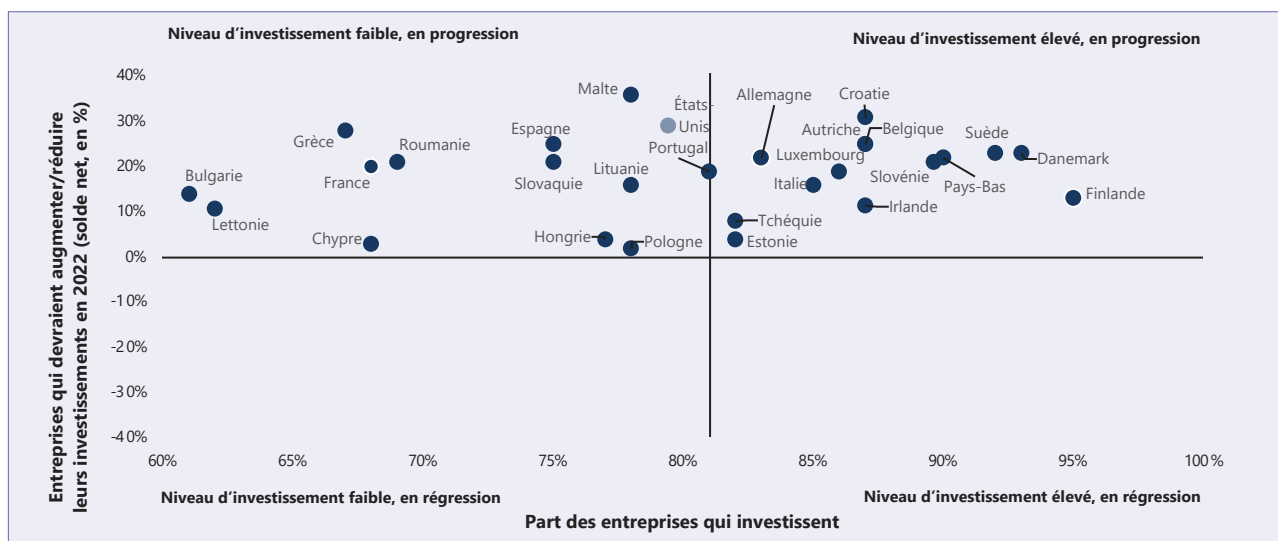
Échantillon pour l'évolution enregistrée et l'évolution anticipée : toutes les entreprises.



La part des entreprises qui investissent indique le pourcentage des entreprises dont les investissements par employé sont supérieurs à 500 EUR.

Échantillon pour la part des entreprises qui investissent : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

## CYCLE D'INVESTISSEMENT ET ÉVOLUTION DES ANTICIPATIONS D'INVESTISSEMENT PAR PAYS



La part des entreprises qui investissent indique le pourcentage des entreprises dont les investissements par employé sont supérieurs à 500 EUR. Le point d'intersection des deux axes correspond à la moyenne de l'UE pour l'enquête EIBIS 2022.

Échantillon pour la part des entreprises qui investissent : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).  
Échantillon pour l'évolution anticipée : toutes les entreprises.

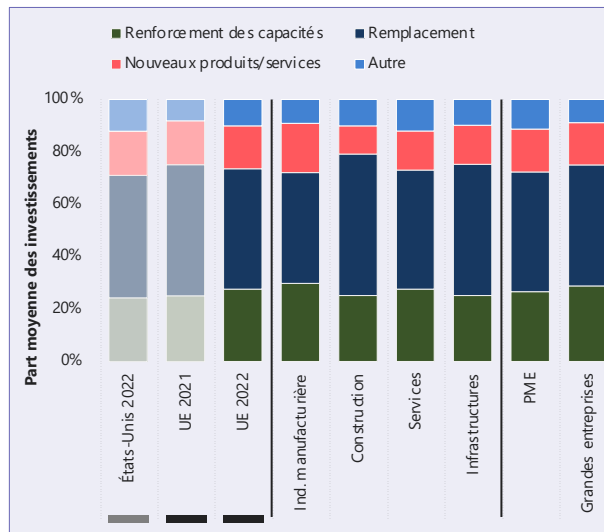


# Dynamique et tendances d'investissement

## FINALITÉ DES INVESTISSEMENTS AU COURS DU DERNIER EXERCICE FINANCIER

(% des investissements des entreprises)

- En moyenne, 46 % des dépenses d'investissement des entreprises de l'Union européenne ont été consacrées au remplacement de capacités en 2021, soit un peu moins que ce qui avait été rapporté dans l'enquête EIBIS 2021 pour l'exercice précédent.
- Le renforcement des capacités a également représenté une proportion élevée du total des dépenses d'investissement (28 %).
- Une part plus faible du total des dépenses d'investissement a été consacrée aux nouveaux produits et services (16 %), en particulier dans le secteur de la construction (11 %).

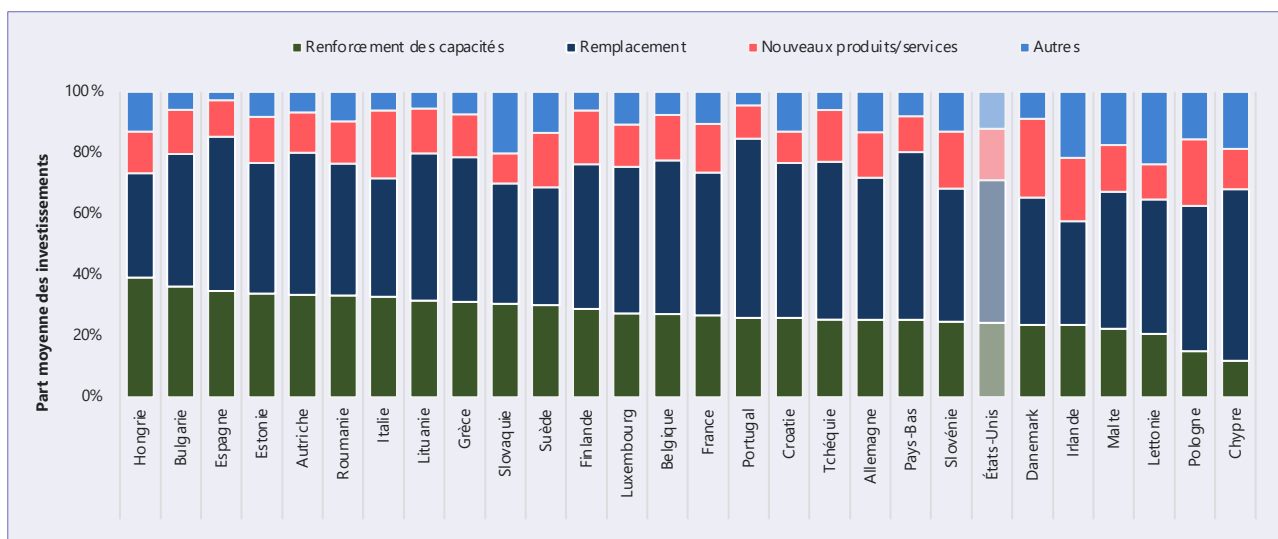


Q. Quelle proportion du total de l'investissement effectué au cours du dernier exercice financier était destinée a) au développement ou à la mise sur le marché de nouveaux produits, procédés ou services ; b) au remplacement de capacités (y compris bâtiments, machines, équipements et outils informatiques existants) ; c) au renforcement des capacités pour des produits ou des services existants ?

Échantillon : toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

## FINALITÉ DES INVESTISSEMENTS PAR PAYS AU COURS DU DERNIER EXERCICE FINANCIER

(% des investissements des entreprises)



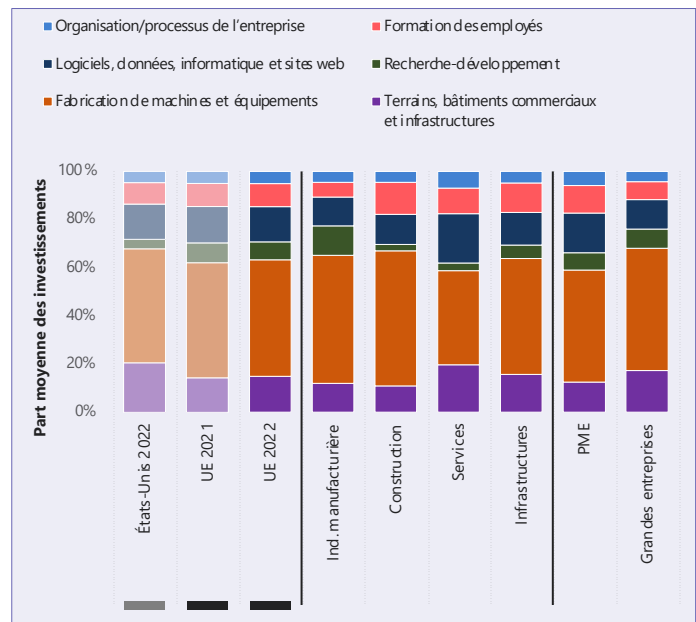
Q. Quelle proportion du total de l'investissement était destinée a) au remplacement de capacités (y compris bâtiments, machines, équipements et outils informatiques existants) ; b) au renforcement des capacités pour des produits ou des services existants ; c) à la mise au point ou à la mise sur le marché de nouveaux produits, procédés ou services ?

Échantillon : toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

# Tendances d'investissement

## DOMAINES D'INVESTISSEMENT

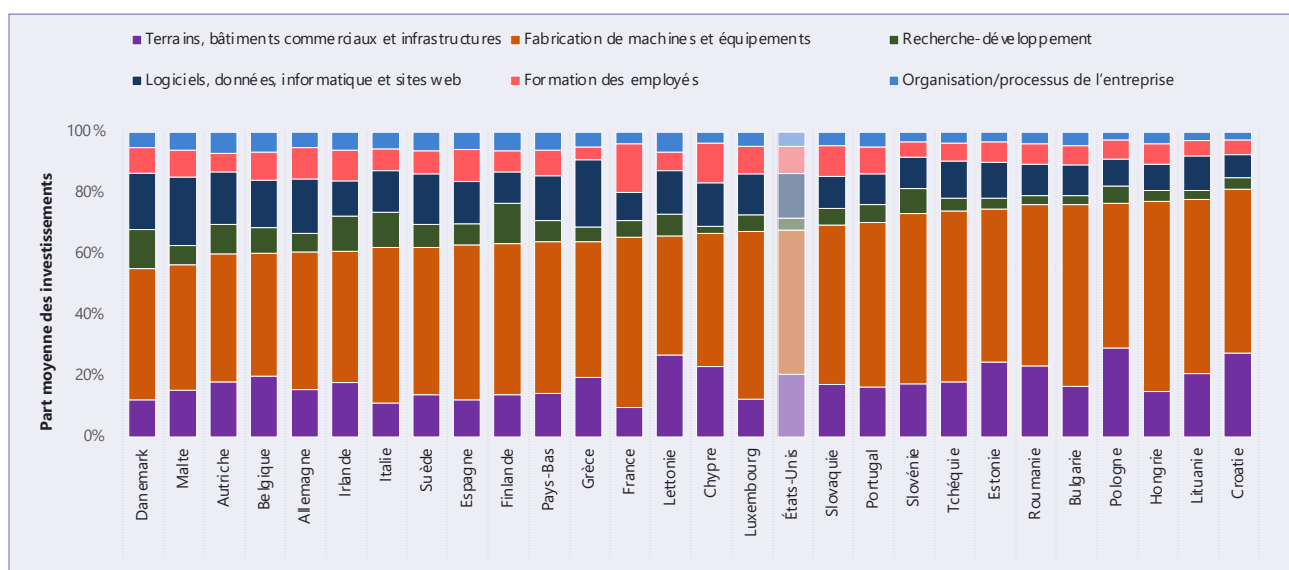
- En moyenne, les investissements dans les actifs incorporels (recherche-développement, logiciels, formation ou processus de l'entreprise) réalisés par les entreprises de l'UE ont représenté environ 37 % de l'investissement total. Ce chiffre est resté stable en 2021 (EIBIS 2022) par rapport à 2020 (EIBIS 2021).
- Les activités d'investissement diffèrent selon le secteur et la catégorie d'entreprises. Les petites et moyennes entreprises (PME) et les entreprises du secteur des services ont alloué une proportion plus élevée de leurs investissements aux actifs incorporels et une proportion moindre aux actifs corporels (terrains, bâtiments commerciaux, infrastructures et machines).
- Les entreprises en Croatie, en Lituanie, en Hongrie et en Pologne ont consacré aux actifs incorporels la part moyenne d'investissement la plus faible, tandis que le Danemark et Malte affichaient la part d'investissement la plus élevée.



Q. Au cours du dernier exercice financier, combien votre entreprise a-t-elle investi dans chacun des domaines suivants dans l'intention de maintenir ou d'accroître ses recettes futures ?

Échantillon : toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

## DOMAINES D'INVESTISSEMENT PAR PAYS



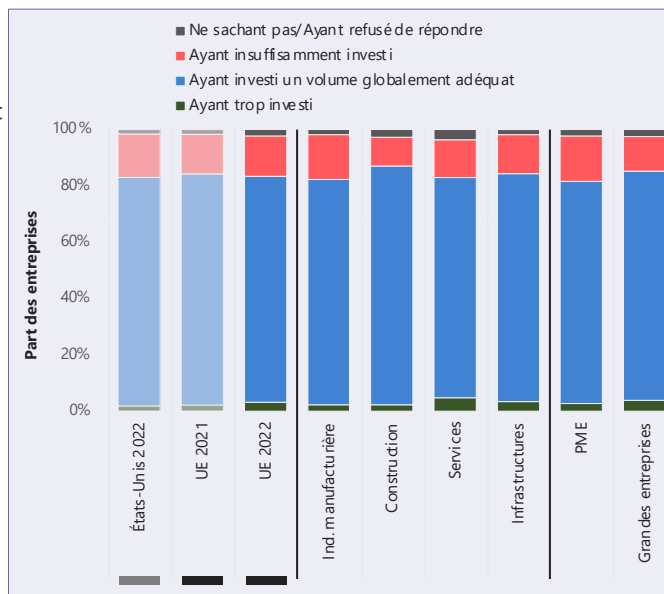
Q. Au cours du dernier exercice financier, combien votre entreprise a-t-elle investi dans chacun des domaines suivants dans l'intention de maintenir ou d'accroître ses recettes futures ?

Échantillon : toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

# Besoins et priorités en matière d'investissement

## DÉFICIT D'INVESTISSEMENT PERÇU

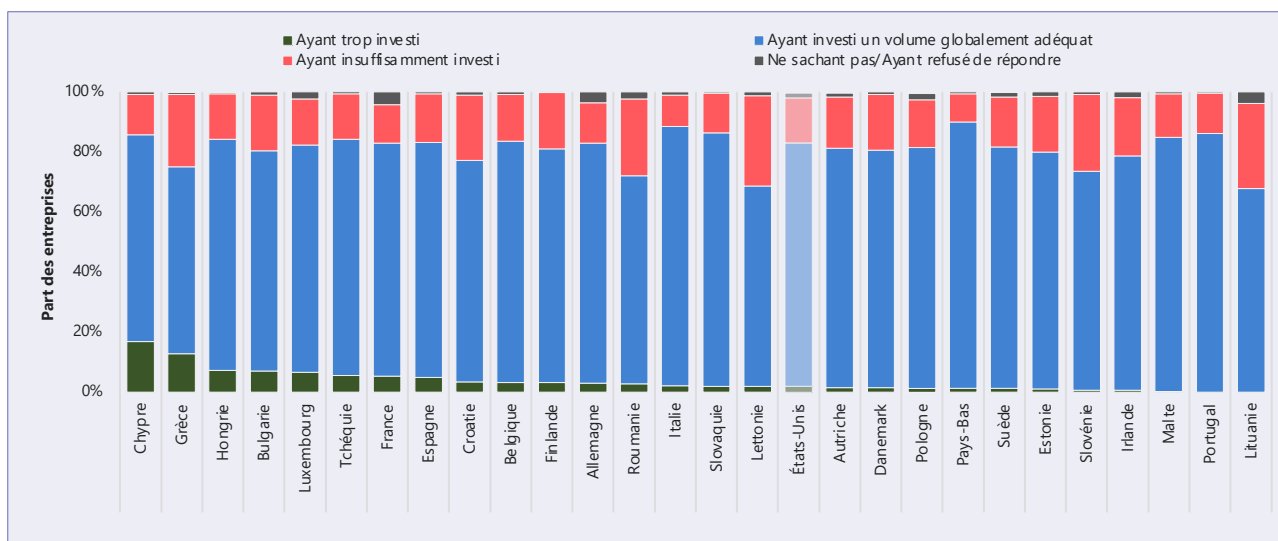
- Les entreprises ne perçoivent pas de déficit d'investissement majeur. Malgré des circonstances difficiles, quatre entreprises de l'UE sur cinq (80 %) estiment avoir investi un volume globalement adéquat au cours des trois dernières années. Ce résultat est comparable à celui des entreprises américaines dans l'enquête EIBIS 2022 et des entreprises de l'UE dans l'enquête EIBIS 2021.
- Environ 14 % des entreprises de l'UE déclarent avoir investi trop peu, soit la même proportion que dans l'enquête EIBIS 2021. Elles sont 3 % à déclarer avoir trop investi.
- Les entreprises en Lituanie (28 %) et en Lettonie (30 %) sont les plus enclines à estimer avoir insuffisamment investi au cours des trois dernières années. À l'opposé, les entreprises en Grèce (13 %) et à Chypre (17 %) sont les plus enclines à estimer avoir trop investi. Les entreprises aux Pays-Bas sont les plus susceptibles de considérer que le volume de leurs investissements était globalement adéquat (89 %).



Q. Si vous deviez faire le bilan de vos investissements au cours des trois dernières années, diriez-vous que leur volume a été excessif, insuffisant ou globalement adéquat ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ont répondu qu'elles n'existaient pas il y a trois ans).

## DÉFICIT D'INVESTISSEMENT PERÇU PAR PAYS



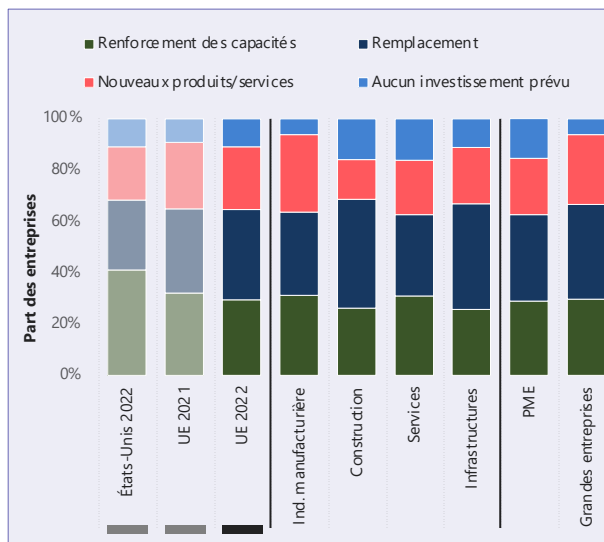
Q. Si vous deviez faire le bilan de vos investissements au cours des trois dernières années, diriez-vous que leur volume a été excessif, insuffisant ou globalement adéquat ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ont répondu qu'elles n'existaient pas il y a trois ans).

# Besoins et priorités en matière d'investissement

## FUTURES PRIORITÉS D'INVESTISSEMENT

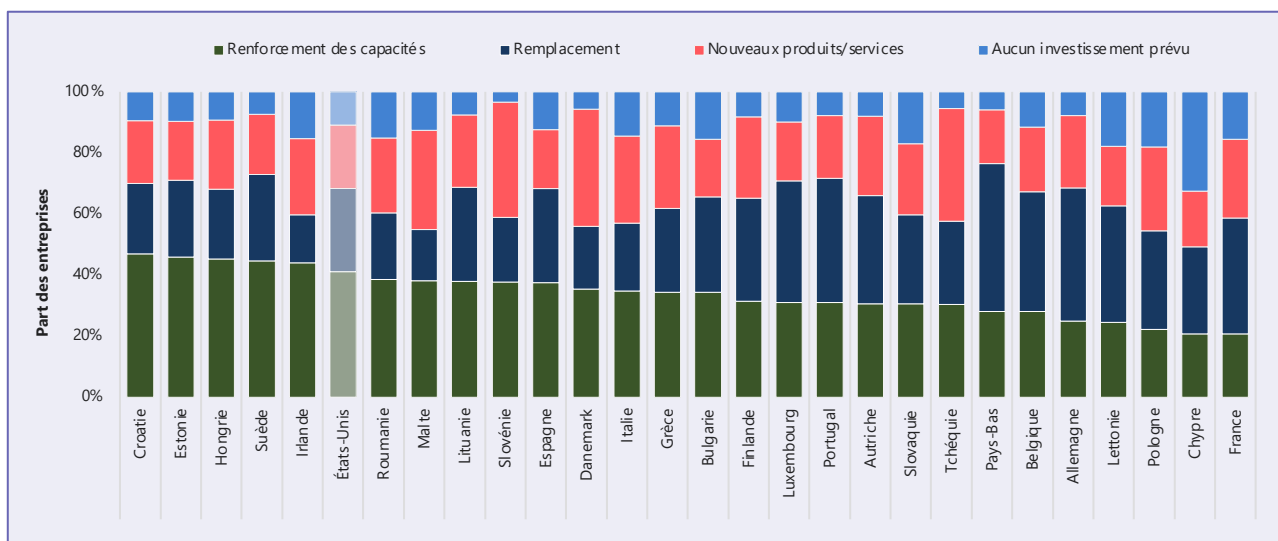
- Comme dans l'enquête EIBIS 2021, le remplacement de capacités reste la priorité d'investissement la plus souvent citée par les entreprises de l'UE pour les trois prochaines années (35 %). La part des entreprises qui privilégient le renforcement des capacités et les investissements dans de nouveaux produits ou services est restée relativement stable (respectivement 29 % et 24 %).
- La part des entreprises qui n'ont pas prévu d'investir a légèrement augmenté par rapport à l'enquête EIBIS 2021 et représente un peu plus de 10 %.
- Aux États-Unis, l'ordre des priorités d'investissement diffère légèrement de celui de l'UE : les entreprises américaines sont plus nombreuses à considérer le renforcement des capacités comme une priorité (41 %) et moins nombreuses à déclarer privilégier les investissements dans de nouveaux produits ou services (21 %) ou le remplacement de capacités (27 %).
- Les priorités d'investissement varient d'un pays à l'autre, sans présenter de schéma régional clair. Chypre (33 %), la Lettonie et la Pologne (chacune 18 %) comptent la plus grande proportion d'entreprises qui n'ont pas prévu d'investir au cours des trois prochaines années.



Q. Pour les trois années à venir, quelle est votre priorité d'investissement : a) le remplacement de capacités (en particulier, bâtiments, machines, équipements et outils informatiques existants) ; b) le renforcement de capacités pour des produits ou des services existants ; c) la mise au point ou la mise sur le marché de nouveaux produits, procédés ou services ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

## FUTURES PRIORITÉS D'INVESTISSEMENT PAR PAYS



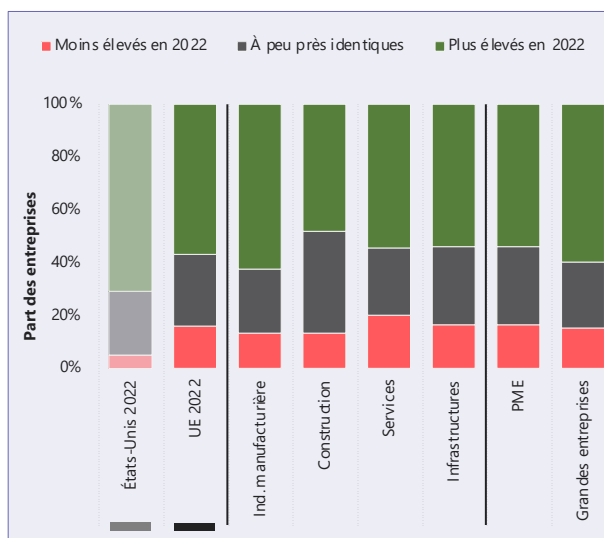
Q. Pour les trois années à venir, quelle est votre priorité d'investissement : a) le remplacement de capacités (en particulier, bâtiments, machines, équipements et outils informatiques existants) ; b) le renforcement de capacités pour des produits ou des services existants ; c) la mise au point ou la mise sur le marché de nouveaux produits, procédés ou services ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

# Répercussions de la pandémie de COVID-19

## INCIDENCE DE LA PANDÉMIE DE COVID-19 SUR LES VENTES OU LE CHIFFRE D'AFFAIRES À FIN 2022 PAR RAPPORT À 2019

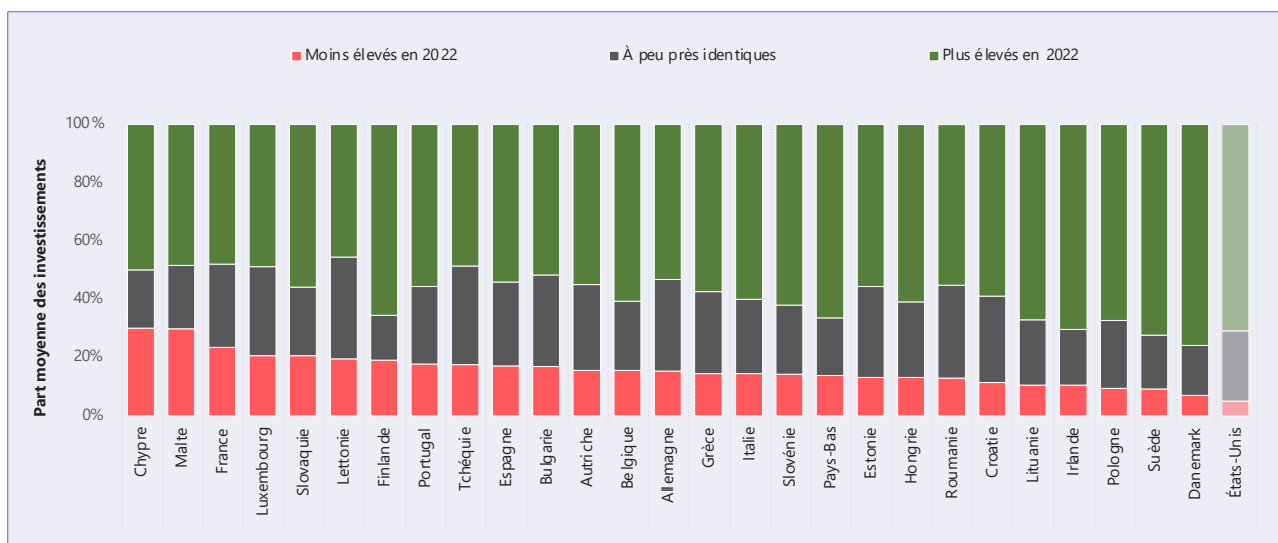
- Interrogées sur les incidences durables de la pandémie de COVID-19 sur les ventes, environ 16 % des entreprises européennes s'attendent à ce que leur chiffre d'affaires pour 2022 soit inférieur à celui de 2019, tandis que 57 % prévoient un accroissement de leur chiffre d'affaires. Cette situation contraste avec celle des États-Unis, où les entreprises se montrent plus optimistes.
- En Europe, c'est l'industrie manufacturière qui présente les perspectives les plus favorables, et le secteur des services les plus pessimistes.
- Les grandes entreprises sont plus susceptibles de prévoir une augmentation du chiffre d'affaires pour 2022 que les PME.
- On constate une grande différence entre les pays européens : la Suède et le Danemark étant les plus optimistes, et Chypre et Malte les plus pessimistes.



Q. Par rapport à 2019, pensez-vous que vos ventes ou votre chiffre d'affaires seront plus élevés, moins élevés ou à peu près identiques en 2022 ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

## INCIDENCE DE LA PANDÉMIE DE COVID-19 SUR LES VENTES OU LE CHIFFRE D'AFFAIRES À FIN 2022 PAR RAPPORT À 2019 PAR PAYS



Q. Par rapport à 2019, pensez-vous que vos ventes ou votre chiffre d'affaires seront plus élevés, moins élevés ou à peu près identiques en 2022 ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

# Répercussions de la pandémie de COVID-19

## INCIDENCE SUR LES VENTES OU LE CHIFFRE D'AFFAIRES ET REPRISE ATTENDUE

- Environ 51 % des entreprises de l'UE ont été touchées par la pandémie de COVID-19. Néanmoins, 38 % s'attendent à une reprise en 2022, c'est-à-dire qu'elles espèrent renouer, à tout le moins, avec le niveau de ventes atteint en 2019.
- Un peu plus de 10 % des entreprises de l'UE prévoient que leur chiffre d'affaires baissera en 2022 pour s'établir aux niveaux d'avant la pandémie ou en deçà, bien qu'elles n'aient connu aucun recul des ventes d'une année sur l'autre pendant la crise du COVID-19 (entreprises nouvellement touchées).
- Aux États-Unis, davantage d'entreprises ressortent gagnantes de la pandémie de COVID-19 (environ 40 % d'entre elles n'ont pas enregistré de recul des ventes ou du chiffre d'affaires en 2021-2022, contre 33 % dans l'UE) et elles sont moins nombreuses à ne pas s'être remises de la crise liée à la pandémie.
- On constate de grandes différences entre les pays de l'UE. Alors que la Lituanie et le Danemark comptent le plus de « gagnantes », la part des entreprises ne s'étant pas encore remises est la plus élevée à Chypre et à Malte.

**Incidence de la pandémie de COVID-19 sur le chiffre d'affaires en 2020-2021**

**Ventes/chiffre d'affaires attendus en 2022 par rapport à 2019**



■ Gagnantes ■ Non touchées ■ Reprise attendue ■ Pas encore remises ■ Nouvellement touchées

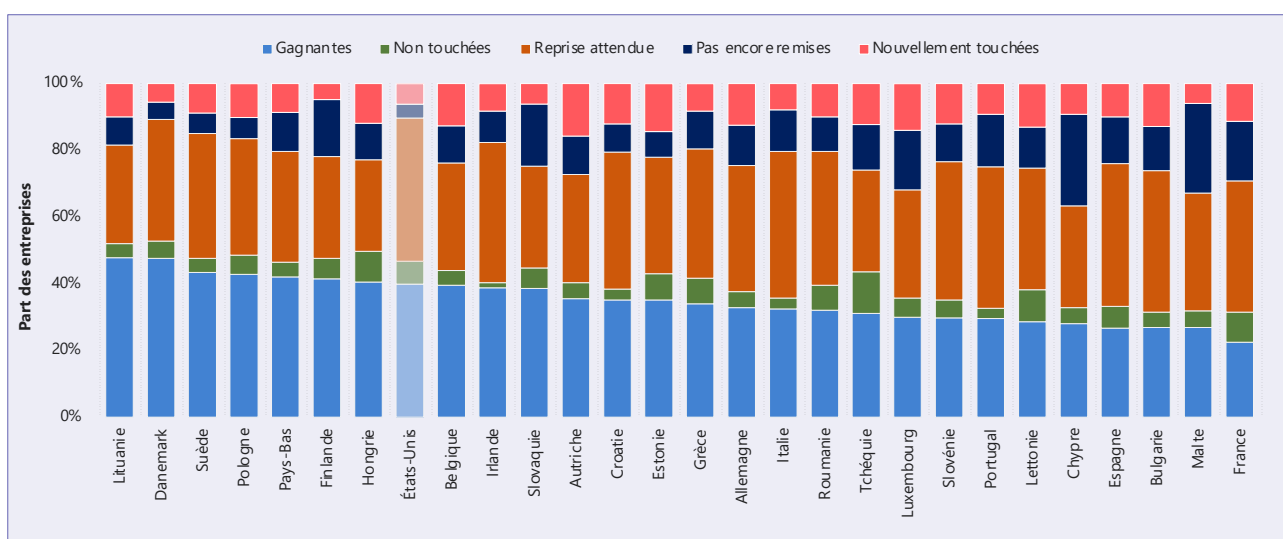
**Part des entreprises par catégorie (%)**



- Q. Par rapport à 2019, avant le début de la pandémie, les ventes et le chiffre d'affaires de votre entreprise ont-ils diminué, augmenté ou sont-ils restés identiques en 2020 ?  
 Q. Par rapport à 2020, les ventes et le chiffre d'affaires de votre entreprise ont-ils diminué, augmenté ou sont-ils restés identiques en 2021 ?  
 Q. Par rapport à 2019, pensez-vous que vos ventes ou votre chiffre d'affaires seront plus élevés, moins élevés ou à peu près identiques en 2022 ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

## INCIDENCE SUR LES VENTES OU LE CHIFFRE D'AFFAIRES ET REPRISE ATTENDUE PAR PAYS



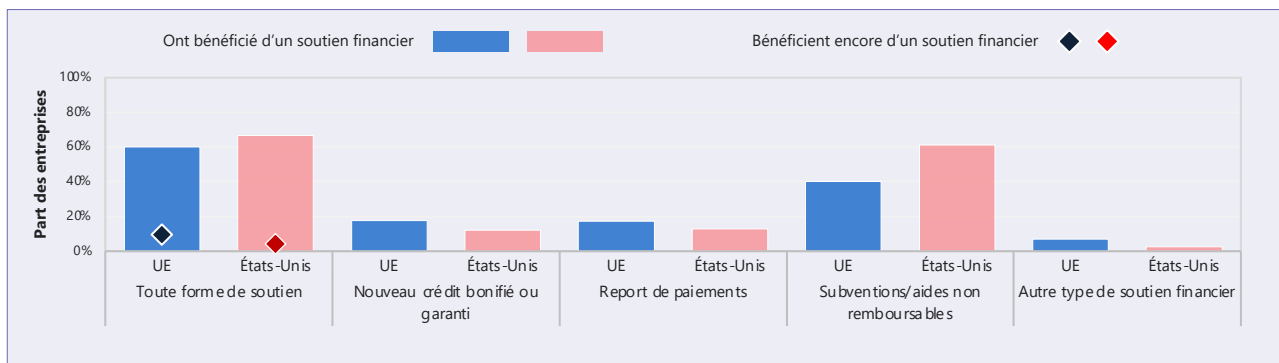
- Q. Par rapport à 2019, avant le début de la pandémie, les ventes et le chiffre d'affaires de votre entreprise ont-ils diminué, augmenté ou sont-ils restés identiques en 2020 ?  
 Q. Par rapport à 2020, les ventes et le chiffre d'affaires de votre entreprise ont-ils diminué, augmenté ou sont-ils restés identiques en 2021 ?  
 Q. Par rapport à 2019, pensez-vous que vos ventes ou votre chiffre d'affaires seront plus élevés, moins élevés ou à peu près identiques en 2022 ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

# Répercussions de la pandémie de COVID-19

## SOUTIEN FINANCIER REÇU EN RÉPONSE À LA PANDÉMIE DE COVID-19

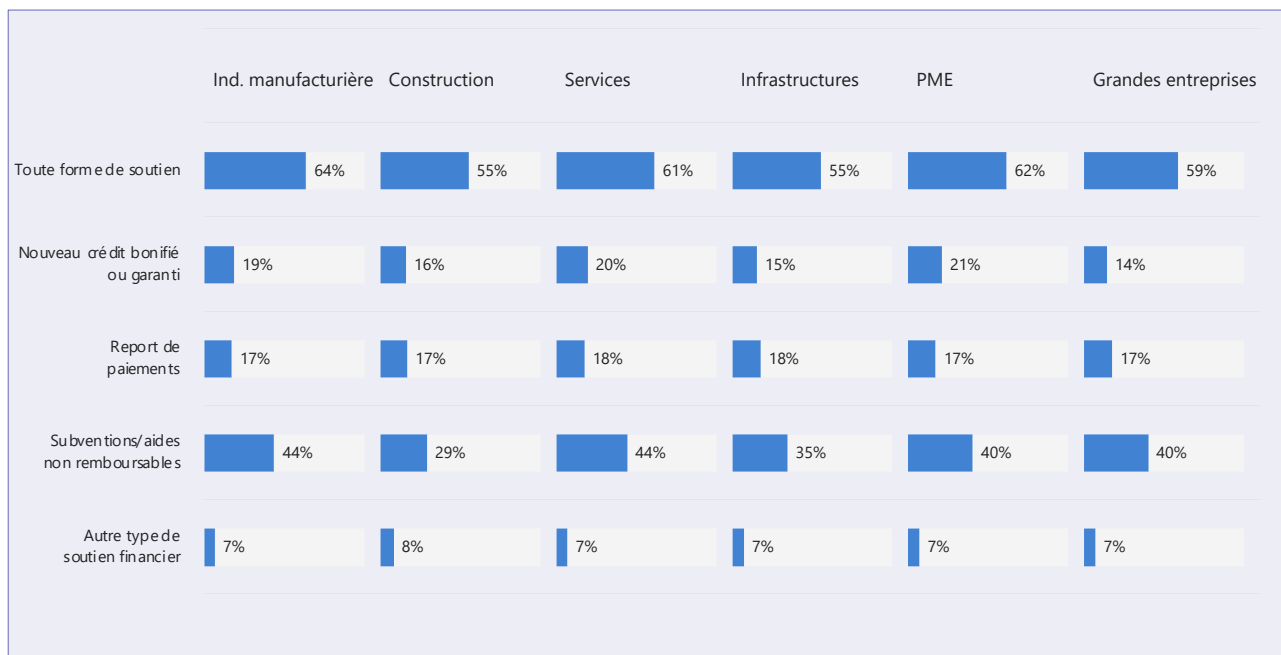
- Dans l'ensemble, environ 60 % des entreprises de l'UE ont bénéficié d'une forme de soutien financier en réponse à la pandémie de COVID-19, une proportion inférieure à celle des États-Unis.
- Les subventions et autres aides financières non remboursables représentent le type de soutien financier le plus fréquent reçu par les entreprises de l'UE (40 %), suivi par le crédit garanti (18 %) et le report de paiement (17 %).
- Environ 10 % de l'ensemble des entreprises de l'UE bénéficient encore d'un soutien financier (contre 4 % aux États-Unis).



Q. Depuis le début de la pandémie, avez-vous reçu un soutien financier ?  
Q. Bénéficiez-vous toujours d'un soutien financier ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

## SOUTIEN FINANCIER REÇU EN RÉPONSE À LA PANDÉMIE DE COVID-19, PAR SECTEUR ET PAR CATÉGORIE D'ENTREPRISES



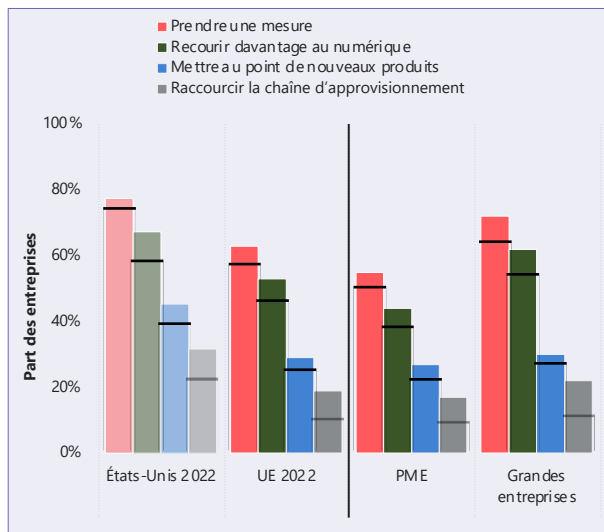
Q. Depuis le début de la pandémie, avez-vous reçu un soutien financier ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

# Répercussions de la pandémie de COVID-19

## MESURES PRISES EN RAISON DE LA PANDÉMIE DE COVID-19

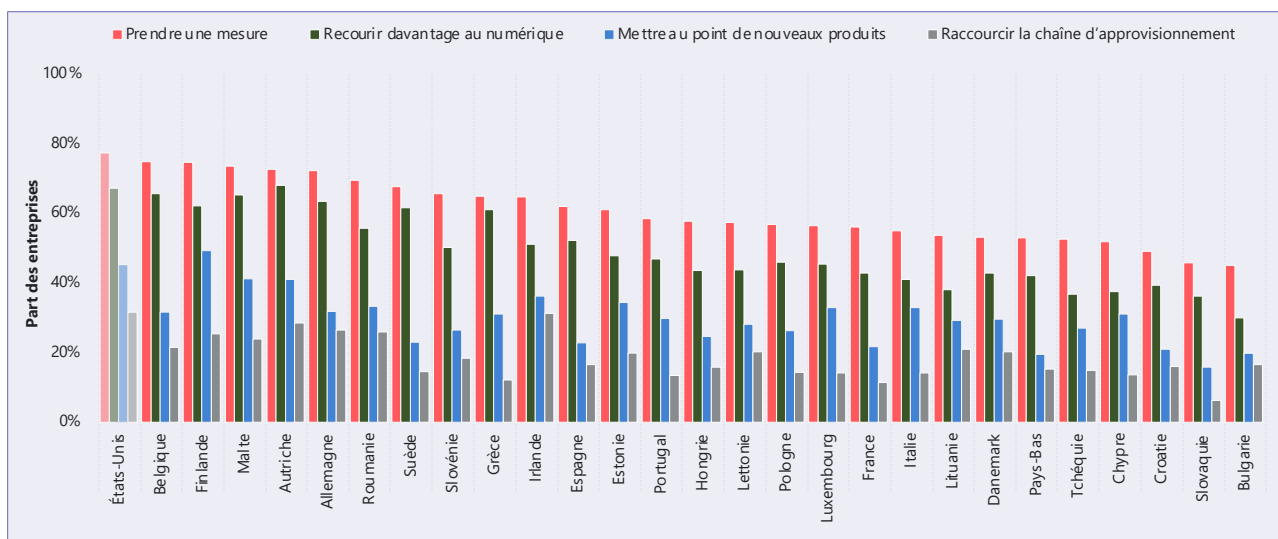
- Environ 63 % des entreprises de l'UE déclarent avoir pris au moins une mesure à court terme en réponse à la pandémie de COVID-19, soit moins que leurs homologues américaines (77 %).
- Le domaine d'action ou d'investissement le plus cité par les entreprises de l'UE concerne le recours accru au numérique (53 %).
- Dans l'Union européenne, les grandes entreprises sont plus susceptibles que les PME d'avoir pris des mesures ou effectué des investissements en réponse à la pandémie (72 % contre 55 %).
- La part d'entreprises déclarant avoir pris des mesures pour intensifier leur adoption du numérique dans le contexte de la pandémie est la plus élevée en Autriche (68 %) et en Belgique (66 %), et la plus faible en Bulgarie (30 %) et en Slovaquie (36 %).



Q. Face à la pandémie de COVID-19, avez-vous pris des mesures ou effectué des investissements visant...

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

## MESURES PRISES EN RAISON DE LA PANDÉMIE DE COVID-19, PAR PAYS



Q. Face à la pandémie de COVID-19, avez-vous pris des mesures ou effectué des investissements visant...

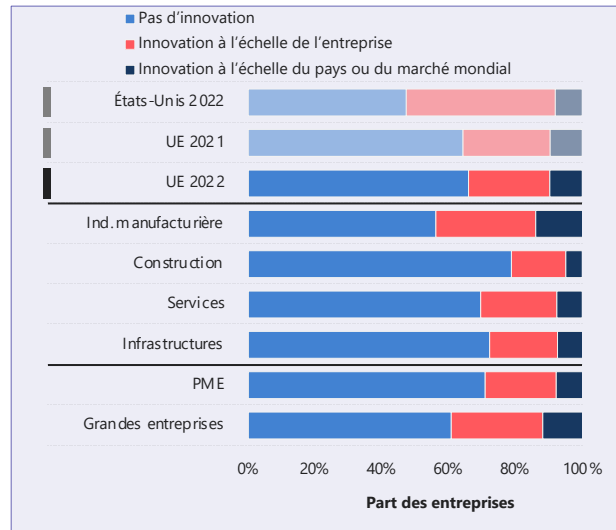
Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).



# Activités d'innovation

## ACTIVITÉS D'INNOVATION

- Environ un tiers (34 %) des entreprises de l'UE ont développé ou mis sur le marché de nouveaux produits, procédés ou services dans le cadre de leurs activités d'investissement en 2021, une proportion comparable à celle de l'enquête EIBIS 2021 (36 %).
- En outre, les entreprises de l'UE sont environ 10 % à faire état du développement ou de l'introduction de produits, procédés ou services nouveaux sur le marché national ou mondial dans l'enquête EIBIS 2022. Ce sont principalement les entreprises du secteur manufacturier qui mènent la tendance (14 %). En outre, les grandes entreprises ont tendance à innover davantage que les PME (39 % contre 29 %).
- Le niveau d'innovation est le plus élevé parmi les entreprises en Finlande (52 %), devant l'Irlande et le Danemark (50 % dans les deux pays). Il est en revanche le plus faible pour les entreprises en Slovaquie (14 %) et en Espagne (21 %).

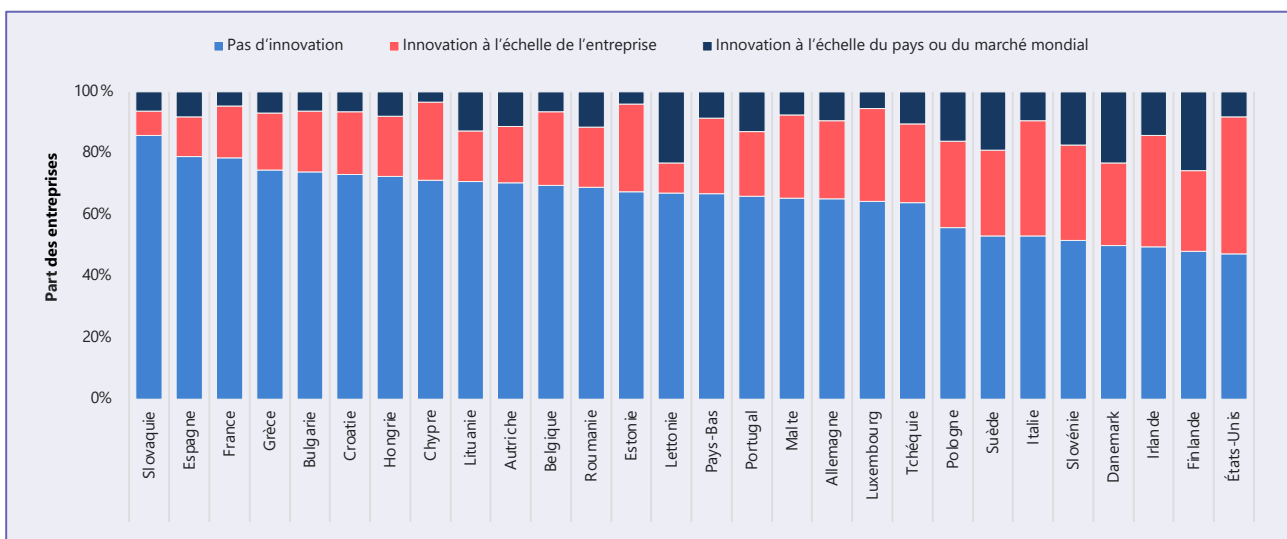


Q. Quelle proportion du total de l'investissement effectué au cours du dernier exercice financier était destinée au développement ou à la mise sur le marché de nouveaux produits, procédés ou services ?

Q. Ces produits, procédés ou services étaient-ils nouveaux à l'échelle de l'entreprise, du pays ou du marché mondial ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

## ACTIVITÉS D'INNOVATION PAR PAYS



Q. Quelle proportion du total de l'investissement effectué au cours du dernier exercice financier était destinée au développement ou à la mise sur le marché de nouveaux produits, procédés ou services ?

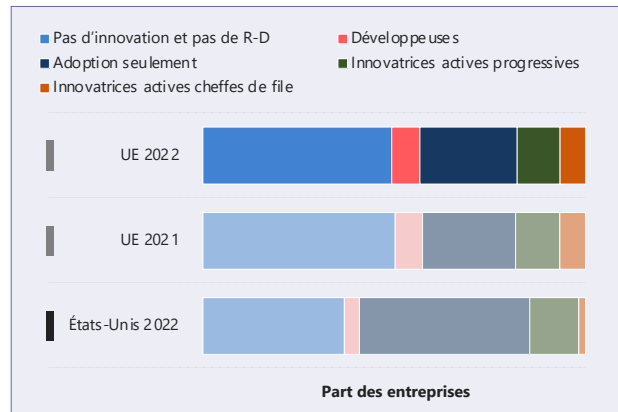
Q. Ces produits, procédés ou services étaient-ils nouveaux à l'échelle de l'entreprise, du pays ou du marché mondial ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

# Activités d'innovation

## PROFIL D'INNOVATION

- Moins d'une entreprise européenne sur cinq relève de la catégorie des « innovatrices actives », c'est-à-dire une entreprise qui a beaucoup investi dans la recherche-développement (R-D) et mis sur le marché un produit, procédé ou service nouveau. Cette proportion est comparable à celle de l'enquête EIBIS 2021 et à celle constatée aux États-Unis.
- Selon l'enquête EIBIS 2022, les entreprises de l'UE qui entrent dans la catégorie des innovatrices actives sont plus nombreuses à être des innovatrices progressives (11 %) que des cheffes de file de l'innovation (7 %).
- À l'opposé, environ la moitié des entreprises de l'UE n'ont pas innové ni investi dans la R-D en 2021, soit une proportion comparable à celle ressortant de l'EIBIS 2021 pour l'année 2020. Cette proportion est nettement supérieure à celle des États-Unis (37 %).

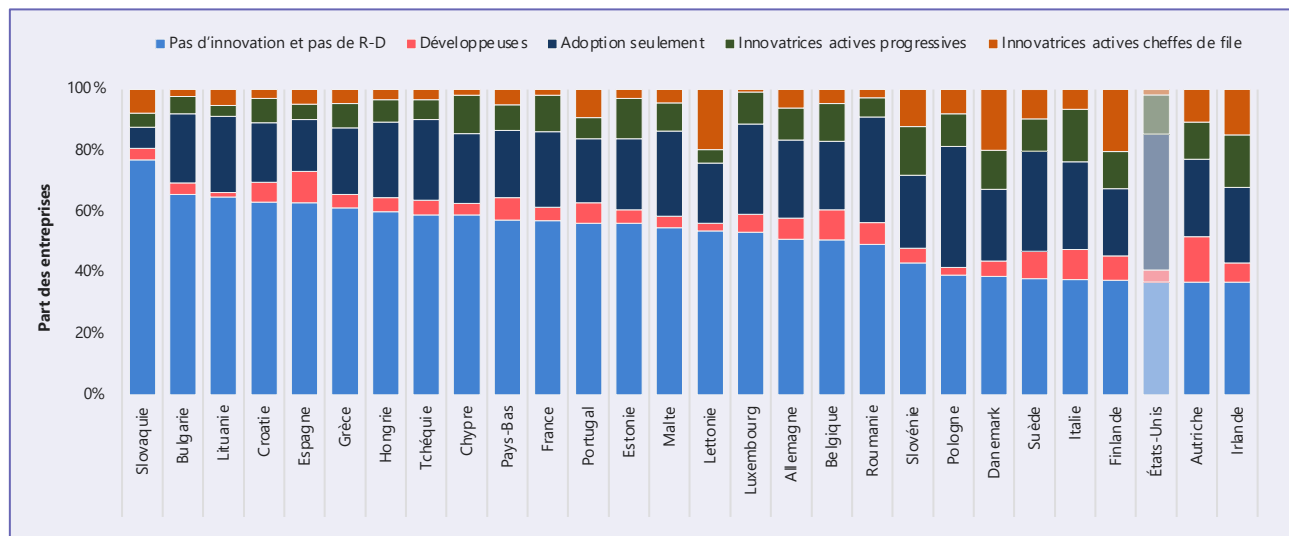


- Q. Quelle proportion du total de l'investissement était destinée au développement ou à la mise sur le marché de nouveaux produits, procédés ou services ?
- Q. Ces produits, procédés ou services étaient-ils nouveaux à l'échelle de l'entreprise, du pays ou du marché mondial ?
- Q. Au cours du dernier exercice financier, combien votre entreprise a-t-elle investi dans la recherche-développement (y compris l'acquisition de propriété intellectuelle) dans l'intention de maintenir ou d'accroître ses recettes futures ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

Le groupe « pas d'innovation et pas de R-D » comprend les entreprises qui n'ont pas mis sur le marché de nouveaux produits, procédés ou services au cours du dernier exercice financier. Le groupe « adoption seulement » a mis sur le marché de nouveaux produits, procédés ou services, mais n'a pas déployé d'effort propre en matière de recherche-développement. Les « développeuses » sont les entreprises qui n'ont pas mis sur le marché de nouveaux produits, procédés ou services, mais ont alloué une part importante de leurs investissements à des activités de R-D. Les « innovatrices progressives » et les « cheffes de file de l'innovation » ont mis sur le marché de nouveaux produits, procédés ou services tout en investissant dans des activités de R-D. Les deux profils divergent sur l'aspect nouveauté des produits, procédés ou services. Pour les innovatrices progressives, ces produits, procédés ou services sont nouveaux à l'échelle de l'entreprise, tandis que, pour les cheffes de file de l'innovation, ils sont nouveaux à l'échelle nationale ou mondiale.

## PROFIL D'INNOVATION PAR PAYS



- Q. Quelle proportion du total de l'investissement était destinée au développement ou à la mise sur le marché de nouveaux produits, procédés ou services ?
- Q. Ces produits, procédés ou services étaient-ils nouveaux à l'échelle de l'entreprise, du pays ou du marché mondial ?
- Q. Au cours du dernier exercice financier, combien votre entreprise a-t-elle investi dans la recherche-développement (y compris l'acquisition de propriété intellectuelle) dans l'intention de maintenir ou d'accroître ses recettes futures ?

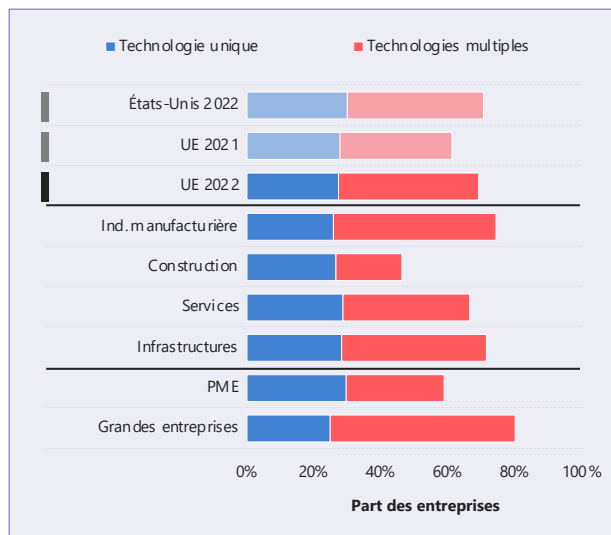
Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

Le groupe « pas d'innovation et pas de R-D » comprend les entreprises qui n'ont pas mis sur le marché de nouveaux produits, procédés ou services au cours du dernier exercice financier. Le groupe « adoption seulement » a mis sur le marché de nouveaux produits, procédés ou services, mais n'a pas déployé d'effort propre en matière de recherche-développement. Les « développeuses » sont les entreprises qui n'ont pas mis sur le marché de nouveaux produits, procédés ou services, mais ont alloué une part importante de leurs investissements à des activités de R-D. Les « innovatrices progressives » et les « cheffes de file de l'innovation » ont mis sur le marché de nouveaux produits, procédés ou services tout en investissant dans des activités de R-D. Les deux profils divergent sur l'aspect nouveauté des produits, procédés ou services. Pour les innovatrices progressives, ces produits, procédés ou services sont nouveaux à l'échelle de l'entreprise, tandis que, pour les cheffes de file de l'innovation, ils sont nouveaux à l'échelle nationale ou mondiale.

# Activités d'innovation

## UTILISATION DES TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES DE POINTE

- Globalement, 69 % des entreprises de l'UE ont utilisé au moins une technologie numérique de pointe, soit un peu moins qu'aux États-Unis (71 %).
- Les entreprises actives dans l'industrie manufacturière et les infrastructures sont les plus enclines à avoir adopté au moins une technologie numérique (respectivement 74 % et 71 %). Les grandes entreprises sont plus enclines que les PME à adopter plusieurs technologies en même temps (55 % contre 29 %).
- Les entreprises de l'UE affichent de bons résultats pour l'adoption de la robotique et des technologies de plateformes numériques (respectivement 51 % et 49 %), tandis que les entreprises américaines sont plus avancées en ce qui concerne l'utilisation de drones (36 %) et l'internet des objets (54 %).



Enquête EIBIS 2022

Q. Dans quelle mesure, le cas échéant, chacune des technologies numériques suivantes est-elle utilisée dans votre entreprise ? Veuillez indiquer si vous n'utilisez pas la technologie en question au sein de votre entreprise.

Enquête EIBIS 2021

Q. Pouvez-vous dire, pour chacune des technologies numériques suivantes, si vous en avez entendu parler ou pas, si vous les avez mises en œuvre dans certaines parties de votre activité, ou si toute votre activité est organisée autour de ces technologies ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

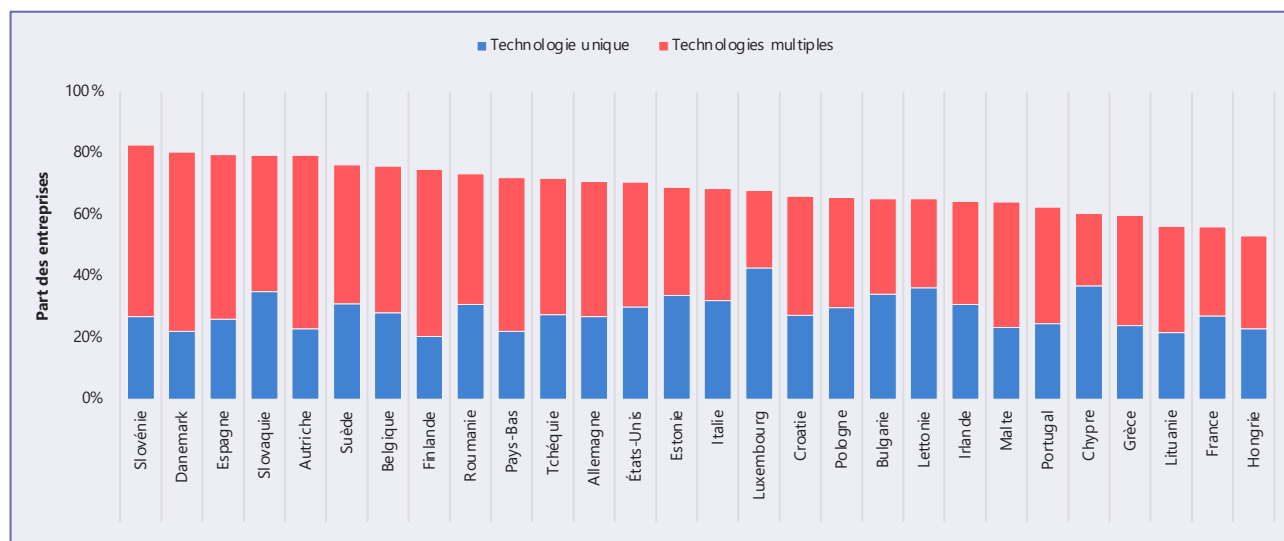
Remarque : la formulation des questions a changé entre 2021 et 2022.

Les technologies « utilisées » « dans certaines parties de l'activité » et « autour desquelles toute l'activité est organisée » sont ici regroupées dans une même catégorie.

La réponse est une technologie unique lorsque les entreprises ont utilisé l'une des technologies sur lesquelles elles ont été interrogées.

La réponse est des technologies multiples lorsque les entreprises ont utilisé plus d'une des technologies sur lesquelles elles ont été interrogées.

## UTILISATION DES TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES DE POINTE PAR PAYS



Q. Dans quelle mesure, le cas échéant, chacune des technologies numériques suivantes est-elle utilisée dans votre entreprise ? Veuillez indiquer si vous n'utilisez pas la technologie en question au sein de votre entreprise.

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

Remarque : la formulation des questions a changé entre 2021 et 2022.

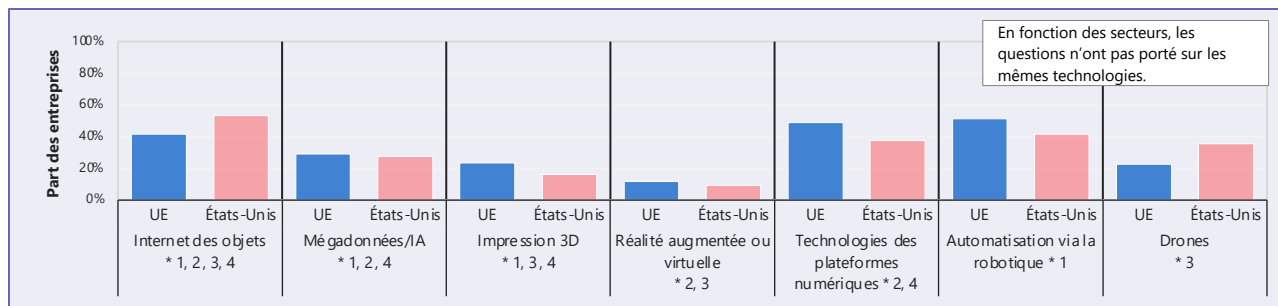
Les technologies utilisées « dans certaines parties de l'activité » et « autour desquelles toute l'activité est organisée » sont ici regroupées dans une même catégorie.

La réponse est une technologie unique lorsque les entreprises ont utilisé l'une des technologies sur lesquelles elles ont été interrogées.

La réponse est des technologies multiples lorsque les entreprises ont utilisé plus d'une des technologies sur lesquelles elles ont été interrogées.

# Activités d'innovation

## TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES DE POINTE



\* Secteur : 1 = question posée aux entreprises manufacturières, 2 = question posée aux entreprises du secteur des services, 3 = question posée aux entreprises du secteur de la construction, 4 = question posée aux entreprises du secteur des infrastructures

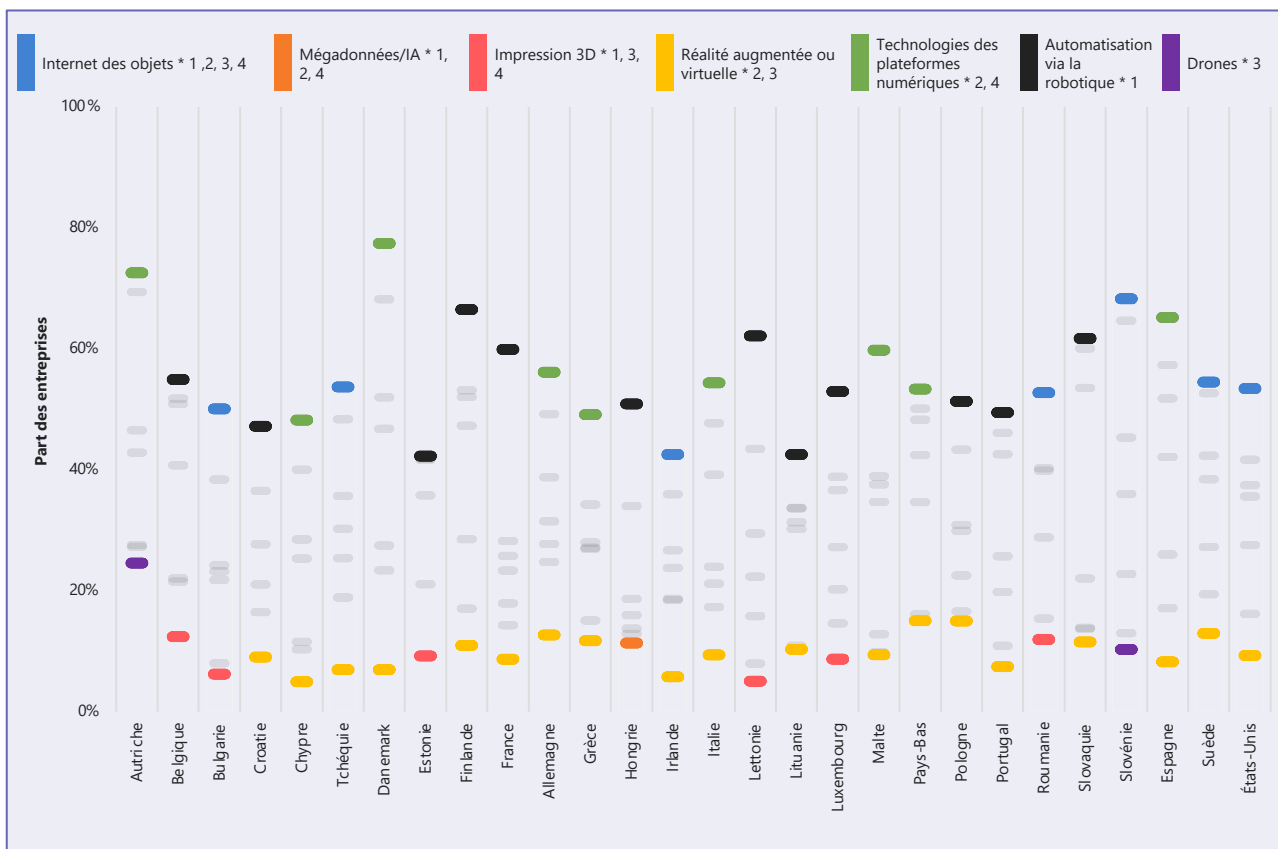
Q. Dans quelle mesure, le cas échéant, chacune des technologies numériques suivantes est-elle utilisée dans votre entreprise ? Veuillez indiquer si vous n'utilisez pas la technologie en question au sein de votre entreprise.

Les technologies mises en œuvre « dans certaines parties de l'activité » et « autour desquelles toute l'activité est organisée » sont ici regroupées dans une même catégorie.

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre) : industrie manufacturière (3 541) ; services (3 022) ; construction (2 478) ; infrastructures (2 721).

Remarque : la formulation des questions a changé entre 2021 et 2022.

## TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES DE POINTE PAR PAYS



\* Secteur : 1 = question posée aux entreprises manufacturières, 2 = question posée aux entreprises du secteur des services, 3 = question posée aux entreprises du secteur de la construction, 4 = question posée aux entreprises du secteur des infrastructures

Q. Dans quelle mesure, le cas échéant, chacune des technologies numériques suivantes est-elle utilisée dans votre entreprise ? Veuillez indiquer si vous n'utilisez pas la technologie en question au sein de votre entreprise.

Les technologies mises en œuvre « dans certaines parties de l'activité » et « autour desquelles toute l'activité est organisée » sont ici regroupées dans une même catégorie.

Remarque : la formulation des questions a changé entre 2021 et 2022.

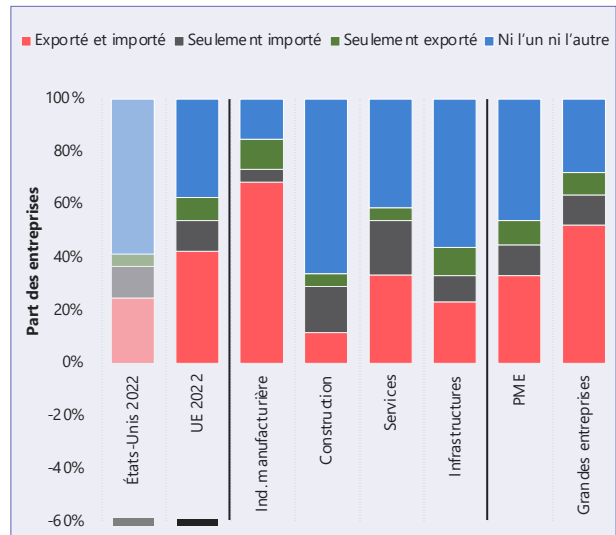
Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

Le graphique montre la proportion la plus élevée et la plus faible des entreprises qui utilisent chaque type de technologie numérique, par pays. Les traits grisés montrent la proportion des autres technologies mises en œuvre.

# Commerce international

## PARTICIPATION AU COMMERCE INTERNATIONAL

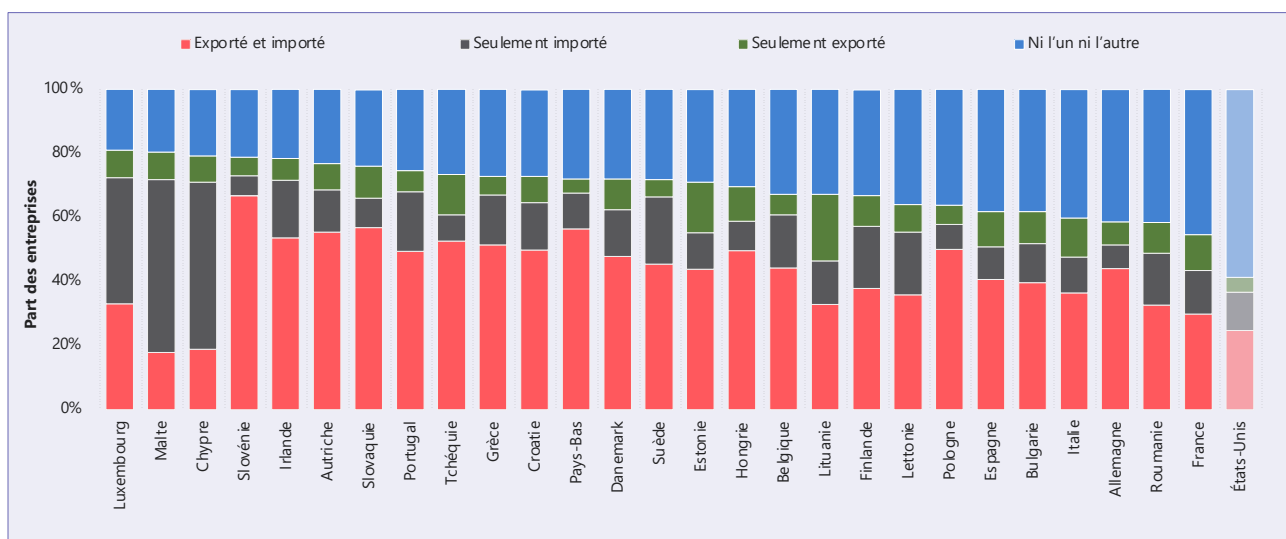
- Plus de la moitié des entreprises de l'UE (51 %) ont exporté des biens ou des services en 2021 (contre 29 % aux États-Unis) et elles sont 54 % à en avoir importé (contre 37 % aux États-Unis).
- La majorité des entreprises manufacturières (85 %) et des grandes entreprises (plus de 70 %) participent au commerce international. À l'inverse, dans le secteur de la construction, deux tiers n'y prennent pas part.
- Les entreprises exportatrices sont les plus nombreuses en Slovénie, en Slovaquie et en République tchèque, et les moins nombreuses à Malte et à Chypre. Malte et le Luxembourg sont les pays les plus actifs dans le commerce international, principalement du fait de leurs activités d'importation.



Q. En 2021, votre entreprise a-t-elle exporté ou importé des biens et (ou) des services ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

## PARTICIPATION AU COMMERCE INTERNATIONAL PAR PAYS



Q. En 2021, votre entreprise a-t-elle exporté ou importé des biens et (ou) des services ?

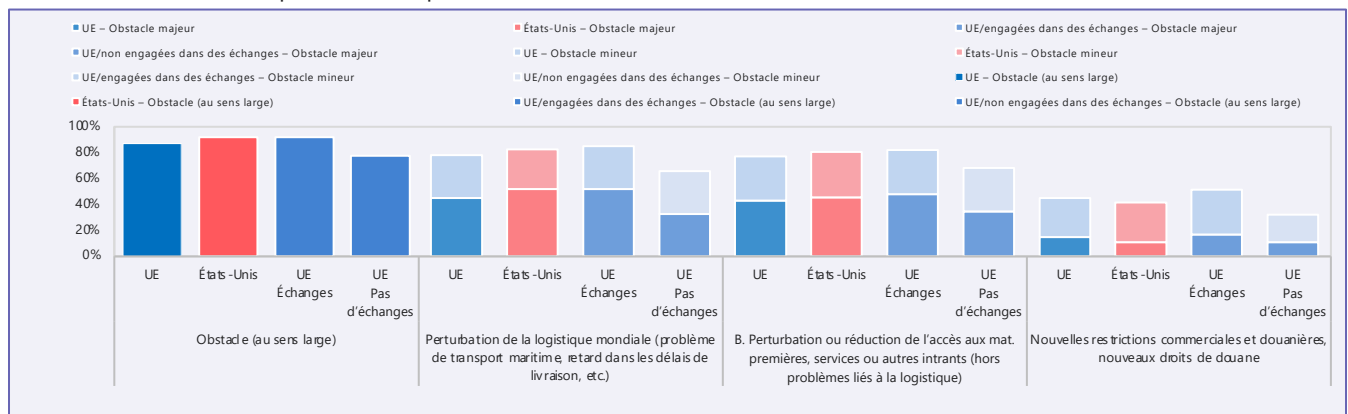
Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

# Commerce international

## PERTURBATIONS LIÉES AUX ÉCHANGES INTERNATIONAUX

- Environ 87 % des entreprises de l'UE ont été confrontées à des perturbations liées aux échanges internationaux, soit un peu moins qu'aux États-Unis (92 %).
- Les perturbations logistiques mondiales et la perturbation ou réduction de l'accès aux matières premières, aux services ou à d'autres intrants ont constitué un obstacle pour les entreprises de l'UE
- L'Irlande, Chypre, Malte et, dans une moindre mesure, l'Italie ont perçu ces nouvelles restrictions et nouveaux droits de douane comme un frein.

comme des États-Unis. Les nouvelles restrictions commerciales et douanières et les nouveaux droits de douane ont été moins considérés comme des obstacles.



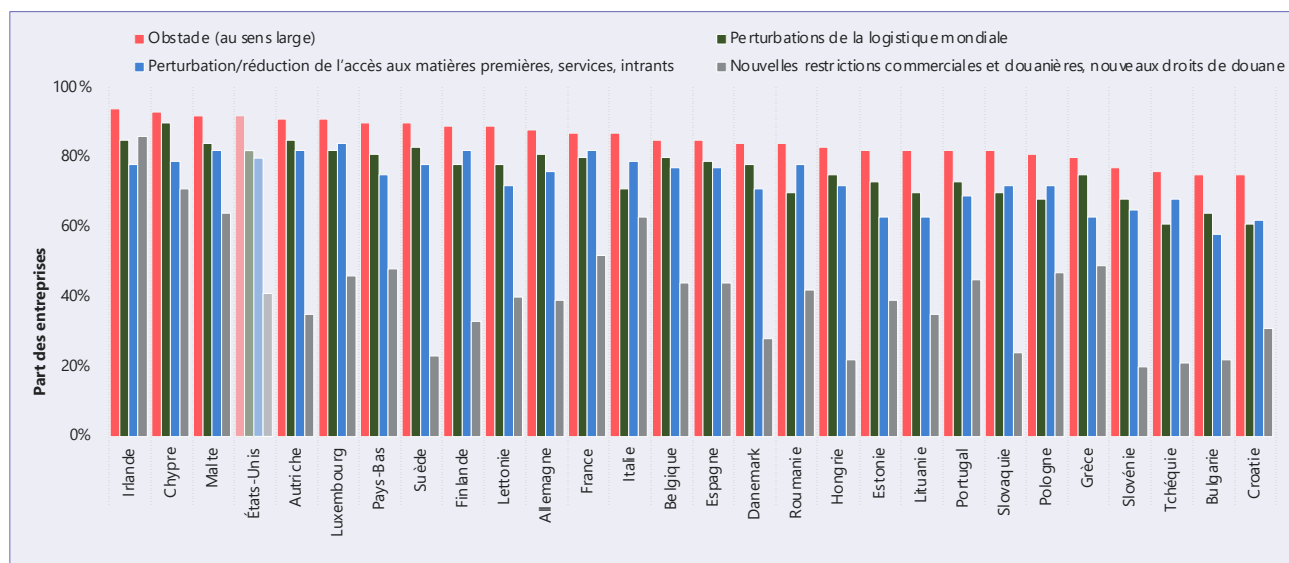
Q. Depuis 2021, l'un des éléments suivants a-t-il constitué un obstacle à l'activité de votre entreprise ?

« Obstacle (au sens large) » regroupe les obstacles « mineurs » et « majeurs » dans une seule catégorie.

Échantillon : « obstacle (au sens large) » – Toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas, ont refusé de répondre ou ont répondu « sans objet » pour les trois obstacles aux échanges internationaux).

Échantillon : obstacles individuels – Toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas, ont refusé de répondre ou ont répondu « sans objet »).

## PERTURBATIONS LIÉES AUX ÉCHANGES INTERNATIONAUX PAR PAYS



« Obstacle (au sens large) » regroupe les obstacles « mineurs » et « majeurs » dans une seule catégorie.

Q. Depuis 2021, l'un des éléments suivants a-t-il constitué un obstacle à l'activité de votre entreprise ?

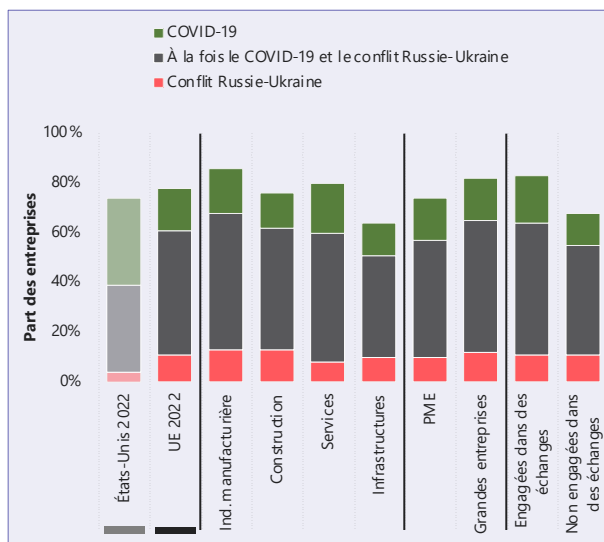
Échantillon : « obstacle (au sens large) » – Toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas, ont refusé de répondre ou ont répondu « sans objet » pour les trois obstacles aux échanges internationaux).

Échantillon : obstacles individuels – Toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas, ont refusé de répondre ou ont répondu « sans objet »).

# Commerce international

## FACTEURS EXTERNES AYANT UNE INCIDENCE SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL

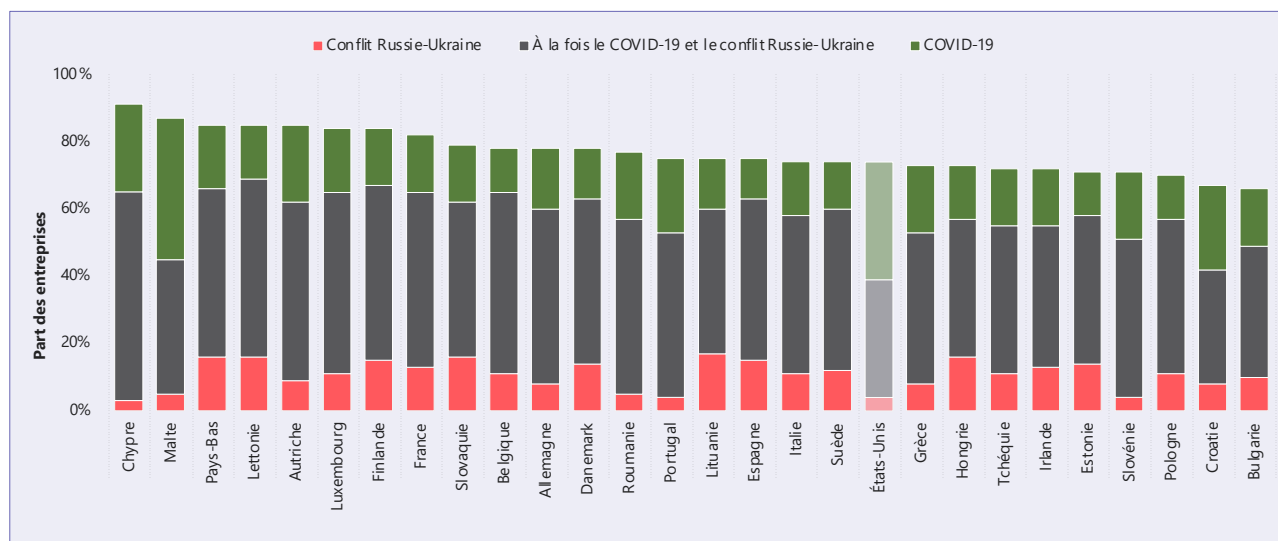
- Environ 78 % des entreprises de l'UE déclarent avoir été touchées par au moins un facteur externe ayant une incidence sur le commerce international.
- Alors que la pandémie de COVID-19 seule a moins d'impact dans l'UE qu'aux États-Unis (17 % contre 35 %), c'est l'inverse pour le conflit russo-ukrainien. Ce facteur à lui seul touche plus de 11 % des entreprises de l'UE, mais seulement 4 % des entreprises américaines.
- Environ 50 % des entreprises de l'UE déclarent que le conflit russo-ukrainien et le COVID-19 ont freiné le commerce international, contre 35 % des entreprises américaines.



Q. Vous venez de dire que l'activité de votre entreprise avait rencontré (un obstacle/des obstacles) depuis 2021. La pandémie de COVID-19 ou le conflit entre la Russie et l'Ukraine, y compris les sanctions imposées par la communauté internationale, y ont-ils contribué d'une façon ou d'une autre ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas, ont refusé de répondre ou ont répondu « sans objet »).

## FACTEURS EXTERNES AYANT UNE INCIDENCE SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL PAR PAYS



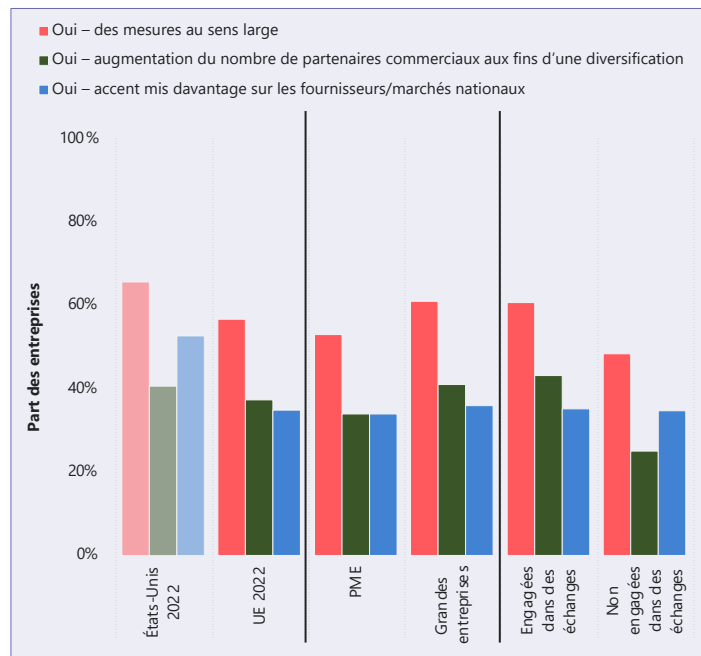
Q. Vous venez de dire que l'activité de votre entreprise avait rencontré (un obstacle/des obstacles) depuis 2021. La pandémie de COVID-19 ou le conflit entre la Russie et l'Ukraine, y compris les sanctions imposées par la communauté internationale, y ont-ils contribué d'une façon ou d'une autre ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas, ont refusé de répondre ou ont répondu « sans objet »).

# Commerce international

## MESURES VISANT À ATTÉNUER LES PERTURBATIONS LIÉES AUX ÉCHANGES INTERNATIONAUX

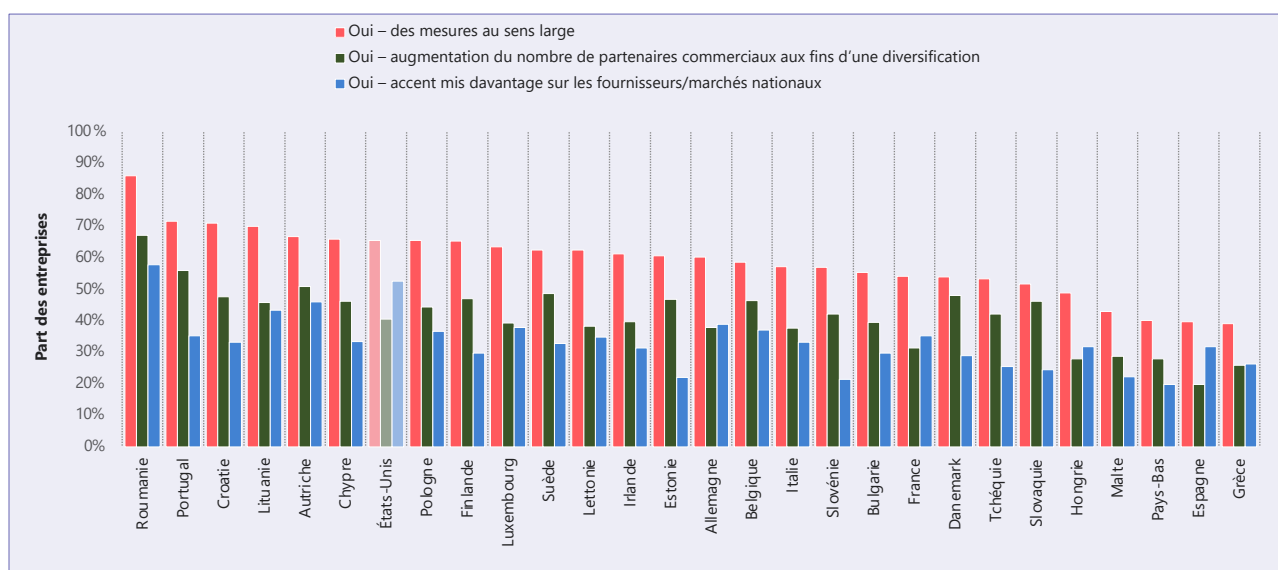
- Dans l'ensemble, les entreprises de l'UE sont moins susceptibles de prendre des mesures pour atténuer l'impact des perturbations liées aux échanges internationaux (57 %) que les entreprises américaines (66 %).
- Plus particulièrement, les entreprises de l'UE sont moins enclines que les entreprises américaines à se concentrer davantage sur des fournisseurs ou des marchés nationaux (35 % contre 53 %).
- Les entreprises de l'UE sont également un peu moins susceptibles d'augmenter le nombre de partenaires commerciaux aux fins d'une diversification (37 % contre 41 %).
- Dans l'UE, la Roumanie et le Portugal prennent le plus de mesures pour atténuer les perturbations liées aux échanges internationaux, tandis que l'Espagne et la Grèce en prennent le moins.



Q. Votre entreprise prend-elle des mesures pour atténuer l'impact de ces perturbations ?

Échantillon : toutes les entreprises confrontées à des perturbations des échanges (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

## MESURES VISANT À ATTÉNUER LES PERTURBATIONS LIÉES AUX ÉCHANGES INTERNATIONAUX PAR PAYS



Q. Votre entreprise prend-elle des mesures pour atténuer l'impact de ces perturbations ?

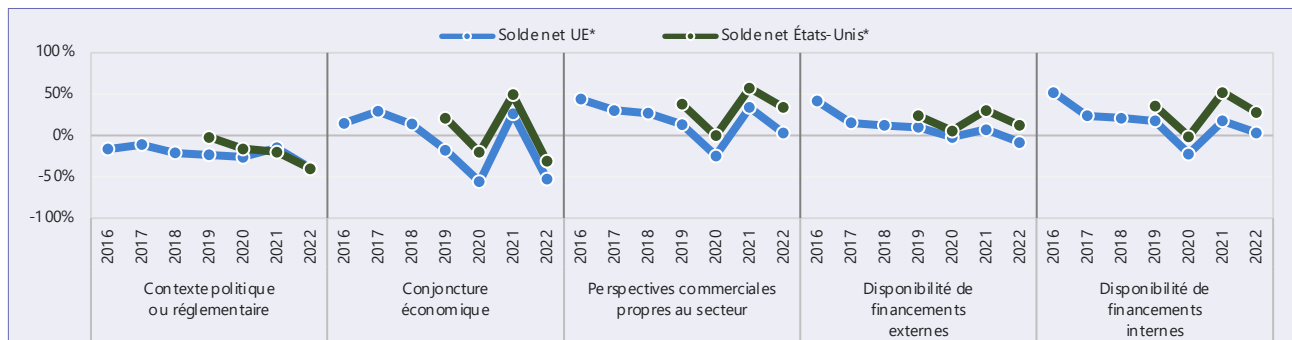
Échantillon : toutes les entreprises confrontées à des perturbations des échanges (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).



# Moteurs et freins

## PERSPECTIVES À COURT TERME DES ENTREPRISES

- Alors qu'elles prévoyaient une amélioration des perspectives l'année dernière, les entreprises sont redevenues plus pessimistes quant aux conditions d'investissement pour l'année prochaine.
- Les anticipations concernant la conjoncture économique sont redevenues négatives en termes nets, passant de +27 % à -53 %. La perception des perspectives commerciales propres au secteur dans lequel les entreprises opèrent a également inversé sa tendance (passant de 34 % à 3 %), tout comme la disponibilité des financements internes (de 17 % à 3 %).
- Les perspectives liées au contexte politique et réglementaire (-40 %) et la disponibilité des financements externes (-8 %) poursuivent leur tendance générale à la baisse.
- Globalement, les perspectives à court terme aux États-Unis suivent une tendance comparable à celle de l'UE, mais les entreprises américaines sont, dans l'ensemble, un peu plus optimistes que leurs homologues européennes (sauf en ce qui concerne le contexte politique et réglementaire).



Q. Pour chacun des éléments suivants, pensez-vous qu'il s'améliorera, qu'il restera identique ou qu'il se détériorera au cours des douze prochains mois ?

\* Le solde net correspond à la proportion des entreprises qui anticipent une amélioration minorée de la part de celles qui anticipent une dégradation.

Échantillon : toutes les entreprises.

## PERSPECTIVES À COURT TERME PAR SECTEUR ET PAR CATÉGORIE D'ENTREPRISES (solde net en %)

	Contexte politique ou réglementaire	Conjoncture économique	Perspectives commerciales	Financements externes	Financements internes
UE	40%	53%	3%	8%	3%
Ind. manufacturière	44%	58%	0%	10%	1%
Construction	35%	51%	3%	17%	1%
Services	39%	50%	1%	8%	6%
Infrastructures	35%	47%	11%	3%	5%
PME	40%	47%	1%	10%	3%
Grandes entreprises	39%	58%	5%	6%	4%

- Les entreprises – de différents secteurs et de diverses catégories – ont toujours davantage une vision négative plutôt que positive du contexte politique et réglementaire, de la conjoncture économique et de la disponibilité des financements externes.
- Même si le tableau général s'assombrit dans l'enquête EIBIS 2022, les entreprises tablent encore sur une amélioration des perspectives commerciales et de la disponibilité des financements internes. Ce schéma est comparable d'un secteur à l'autre, seul celui de la construction ayant une vision négative sur tous les aspects.
- Par catégorie d'entreprises, les grandes entreprises sont plus pessimistes que les PME concernant la conjoncture économique, mais à d'autres égards, leurs attentes sont assez semblables.

Remarque : les chiffres en vert représentent un solde net positif, et ceux en rouge un solde net négatif.

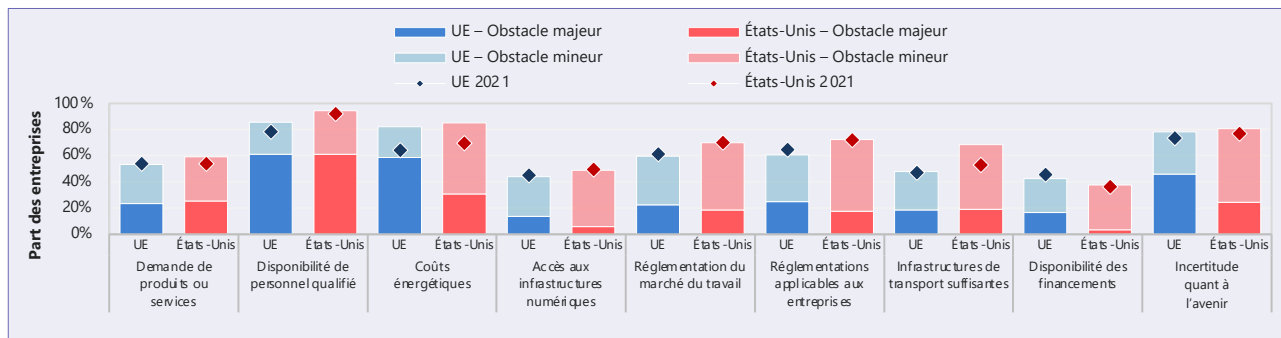
Q. Pour chacun des éléments suivants, pensez-vous qu'il s'améliorera, qu'il restera identique ou qu'il se détériorera au cours des douze prochains mois ?

Échantillon : toutes les entreprises.

# Moteurs et freins

## ENTRAVES À L'INVESTISSEMENT SUR LE LONG TERME

- La disponibilité insuffisante de personnel qualifié (85 %), les coûts de l'énergie (82 %) et l'incertitude quant à l'avenir (78 %) sont les entraves à l'investissement sur le long terme les plus fréquemment citées dans l'UE, une situation comparable à celle des États-Unis.
- Le principal changement par rapport à l'EIBIS 2021 est l'entrave liée aux coûts de l'énergie. Les entreprises de l'UE en particulier estiment qu'il s'agit d'un obstacle majeur.
- Comme dans l'enquête EIBIS 2021, l'une des principales différences entre l'UE et les États-Unis réside dans l'accès au financement, qui est cité plus fréquemment par les entreprises européennes que par leurs homologues américaines.
- À l'inverse, les entreprises américaines ont tendance à mentionner plus fréquemment que celles de l'UE la réglementation applicable aux entreprises et au marché du travail et le manque d'infrastructures de transport.



Q. Lorsque vous considérez vos activités d'investissement, dans quelle mesure chacun des éléments suivants est-il un obstacle ? Est-ce un obstacle majeur, un obstacle mineur ou pas du tout un obstacle ?

Échantillon : toutes les entreprises (les données ne font pas apparaître celles qui ont indiqué que ces éléments ne représentaient pas du tout un obstacle, ne savent pas ou ont refusé de répondre).

## ENTRAVES SUR LE LONG TERME PAR SECTEUR ET PAR CATÉGORIE D'ENTREPRISES

	Demande de produits ou services	Niveau de disponibilité de personnel qualifié	Coûts énergétiques	Accès aux infrastructures numériques	Réglementation du marché du travail	Réglementations applicables aux entreprises	Infrastructures de transport	Niveau de disponibilité des financements	Incertitude quant à l'avenir
UE	53%	85%	82%	44%	60%	61%	48%	43%	78%
Ind. manufacturière	52%	87%	85%	46%	60%	60%	52%	39%	81%
Construction	54%	88%	80%	40%	61%	62%	46%	44%	75%
Services	57%	83%	83%	45%	60%	60%	47%	43%	78%
Infrastructures	51%	83%	78%	43%	59%	62%	44%	48%	77%
PME	54%	84%	82%	43%	59%	62%	48%	46%	80%
Grandes entreprises	52%	86%	82%	46%	60%	59%	48%	40%	77%

Part des entreprises

Q. Lorsque vous considérez vos activités d'investissement, dans quelle mesure chacun des éléments suivants est-il un obstacle ? Est-ce un obstacle majeur, un obstacle mineur ou pas du tout un obstacle ?

Dans les proportions indiquées, les obstacles « mineurs » et « majeurs » sont regroupés dans une catégorie.

Échantillon : toutes les entreprises (les données ne font pas apparaître celles qui ont indiqué que ces éléments ne représentaient pas du tout un obstacle, ne savent pas ou ont refusé de répondre).

# Moteurs et freins

## ENTRAVES À L'INVESTISSEMENT SUR LE LONG TERME PAR PAYS

	Demande de produits ou services	Niveau de disponibilité de personnel qualifié	Coûts énergétiques	Accès aux infrastructures numériques	Réglementation du marché du travail	Réglementations applicables aux entreprises	Infrastructures de transport	Niveau de disponibilité des financements	Incertitude quant à l'avenir
UE	53%	85%	82%	44%	60%	61%	48%	43%	78%
Autriche	59%	91%	84%	54%	63%	68%	57%	43%	77%
Belgique	49%	91%	83%	37%	51%	63%	46%	37%	78%
Bulgarie	50%	88%	87%	37%	54%	50%	58%	44%	85%
Croatie	50%	94%	90%	48%	73%	73%	49%	58%	86%
Chypre	73%	90%	88%	52%	63%	79%	65%	71%	89%
Tchéquie	59%	83%	91%	29%	64%	61%	36%	52%	86%
Danemark	44%	86%	67%	19%	21%	31%	28%	19%	62%
Estonie	54%	82%	71%	13%	47%	34%	21%	42%	79%
Finlande	57%	85%	63%	25%	43%	46%	27%	38%	80%
France	54%	84%	78%	44%	64%	58%	36%	45%	74%
Allemagne	47%	93%	83%	50%	60%	63%	50%	37%	74%
Grèce	68%	80%	96%	58%	71%	84%	70%	72%	97%
Hongrie	32%	65%	69%	18%	28%	25%	29%	32%	71%
Irlande	56%	92%	93%	53%	66%	60%	64%	51%	80%
Italie	65%	75%	88%	53%	71%	64%	64%	51%	88%
Lettonie	68%	89%	92%	49%	74%	75%	55%	67%	96%
Lituanie	43%	75%	71%	26%	51%	47%	27%	38%	76%
Luxembourg	62%	86%	81%	54%	63%	56%	55%	44%	79%
Malte	59%	87%	67%	54%	67%	59%	63%	58%	80%
Pays-Bas	36%	87%	66%	21%	37%	45%	34%	23%	60%
Pologne	64%	85%	91%	49%	69%	76%	47%	65%	93%
Portugal	66%	84%	89%	48%	76%	79%	52%	51%	92%
Roumanie	57%	81%	90%	45%	69%	60%	71%	52%	87%
Slovaquie	47%	84%	93%	22%	52%	49%	32%	49%	84%
Slovénie	51%	89%	84%	36%	62%	56%	44%	42%	85%
Espagne	64%	70%	88%	44%	70%	72%	55%	58%	92%
Suède	43%	90%	74%	33%	39%	48%	41%	31%	70%
États-Unis	59%	95%	85%	49%	70%	72%	69%	38%	81%

Q. Lorsque vous considérez vos activités d'investissement, dans quelle mesure chacun des éléments suivants est-il un obstacle ? Est-ce un obstacle majeur, un obstacle mineur ou pas du tout un obstacle ?

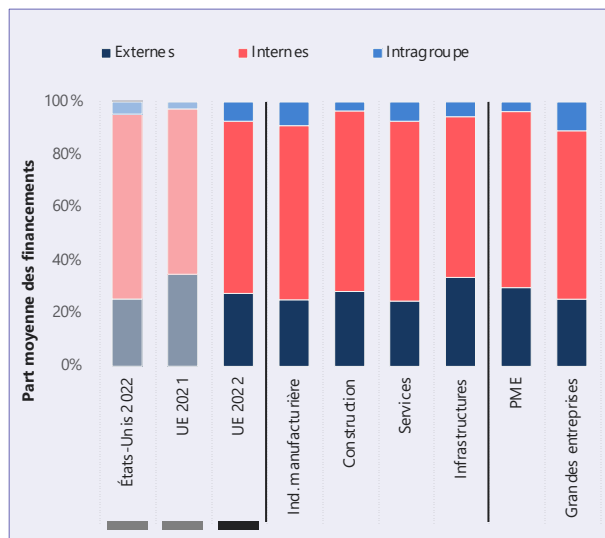
Dans les proportions indiquées, les obstacles « mineurs » et « majeurs » sont regroupés dans une catégorie.

Échantillon : toutes les entreprises (les données ne font pas apparaître celles qui ont indiqué que ces éléments ne représentaient pas du tout un obstacle, ne savent pas ou ont refusé de répondre).

# Accès au financement

## SOURCES DU FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

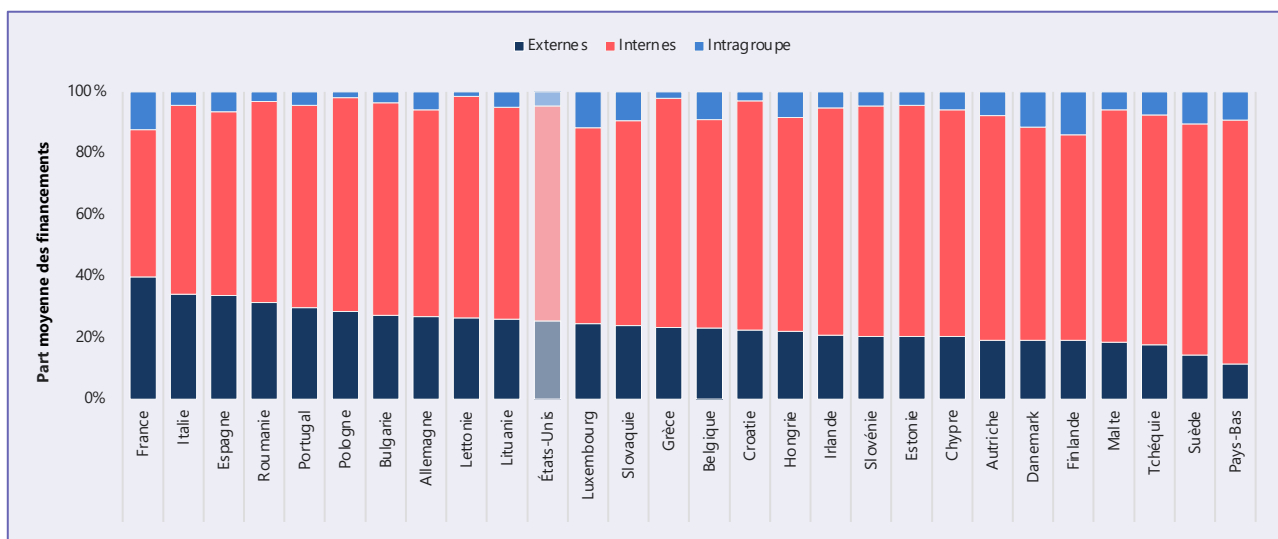
- Dans l'enquête EIBIS 2022, le financement interne est resté la source de financement la plus fréquente pour les entreprises de l'UE (65 %), devant les financements externes (28 %). Le financement intragroupe a représenté, en moyenne, 7 % de l'investissement global des entreprises de l'UE.
- Aux États-Unis, le recours aux ressources internes a été encore plus élevé (70 % de l'investissement total).
- En outre, les sources de financement varient en fonction de la catégorie d'entreprises : les grandes entreprises financent une plus grande proportion de leurs investissements par des opérations intragroupe que les PME (11 %, contre 4 %).
- Le recours aux financements externes est le plus élevé parmi les entreprises en France (40 %), devant l'Italie et l'Espagne (chacune 34 %), et il est le plus faible aux Pays-Bas (11 %) et en Suède (14 %).



Q. Quelle est la proportion de votre investissement financée par chacune des sources suivantes ?

Échantillon : toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

## SOURCES DU FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT PAR PAYS



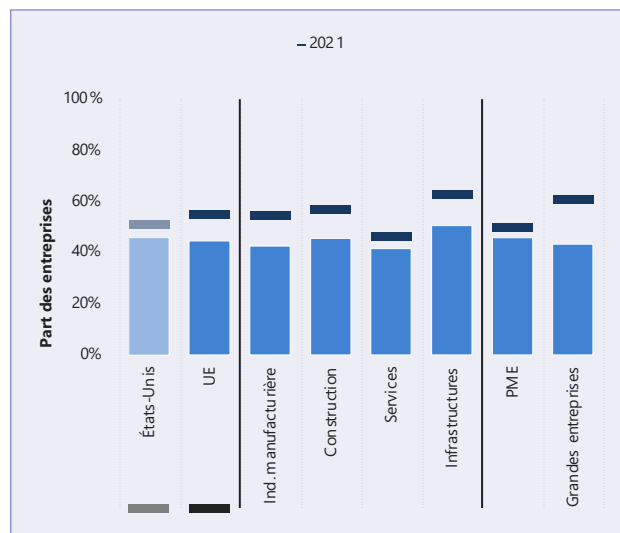
Q. Quelle est la proportion de votre investissement financée par chacune des sources suivantes ?

Échantillon : toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

# Accès au financement

## RECOURS À DES FINANCEMENTS EXTERNES

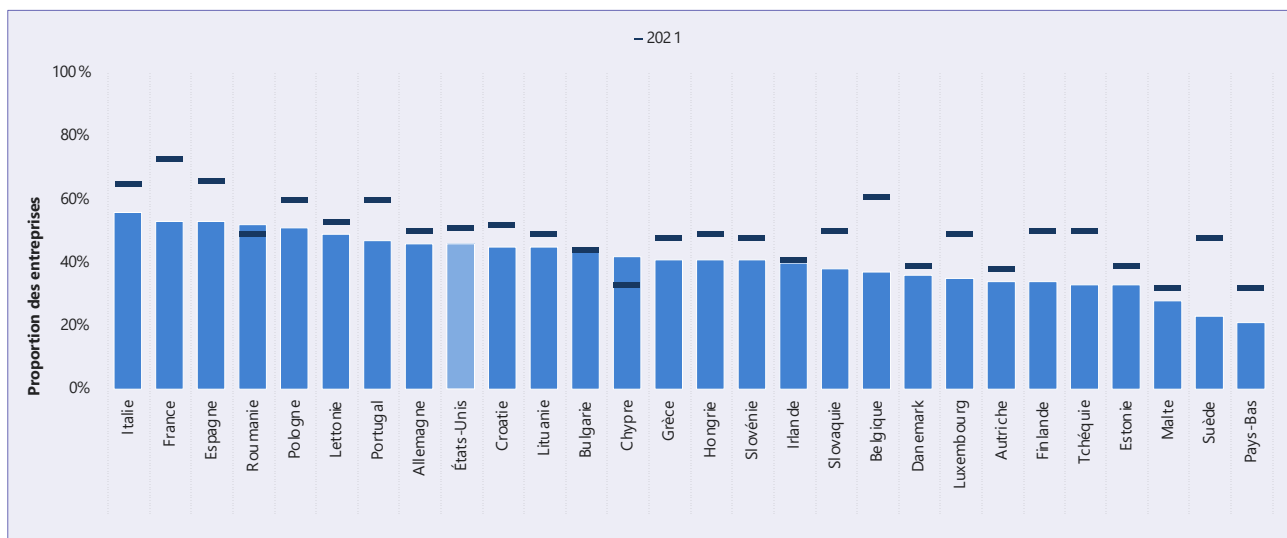
- Environ 45 % des entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice ont financé une partie de leurs investissements au moyen de ressources externes. On observe donc une baisse par rapport à 2021 (55 %).
- Le secteur des infrastructures compte la proportion la plus grande d'entreprises ayant eu recours à des financements externes (51 %) au cours du dernier exercice.
- Plus de la moitié des entreprises en Italie (56 %), en France (53 %), en Espagne (53 %), en Roumanie (52 %) et en Pologne (51 %) ont financé au moins une partie de leurs investissements au moyen de ressources externes.



Q. Quelle est approximativement la proportion de votre investissement au cours du dernier exercice financée par chacune des sources suivantes ?

Échantillon : toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

## RECOURS À DES FINANCEMENTS EXTERNES PAR PAYS



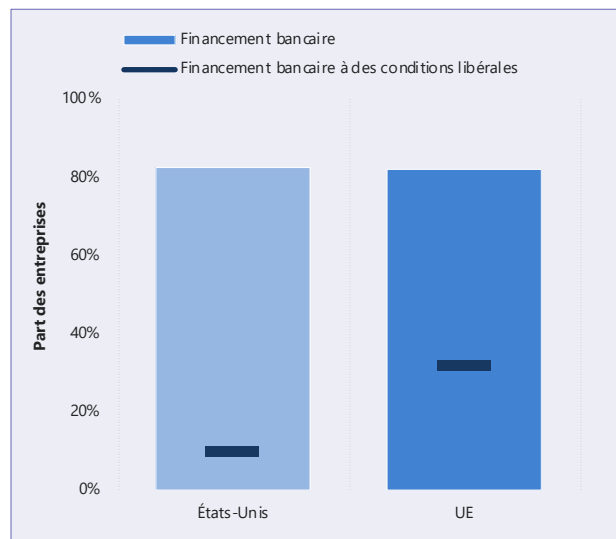
Q. Quelle est approximativement la proportion de votre investissement au cours du dernier exercice financée par chacune des sources suivantes ?

Échantillon : toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

# Accès au financement

## ACCÈS AU FINANCEMENT BANCAIRE ET CONDITIONS

- Le financement bancaire a été une source de financement pour environ 82 % des entreprises de l'UE utilisant des ressources externes, un pourcentage similaire à celui des États-Unis (83 %).
- Environ 32 % des entreprises de l'UE ayant recours à des financements externes ont bénéficié d'un financement bancaire à des conditions libérales.
- Ce pourcentage est beaucoup plus élevé qu'aux États-Unis, où seulement 10 % des entreprises utilisant des ressources externes ont reçu des financements bancaires à des conditions favorables.
- Il existe de grandes différences entre les pays de l'UE : les entreprises en Espagne (58 %), au Portugal, en Italie et en Grèce (51 % dans les trois pays) ont été les plus susceptibles de recevoir des financements bancaires à des conditions libérales, tandis que celles en Lettonie (5 %), en Finlande et en France (6 % dans les deux pays) ont été les moins susceptibles d'en obtenir.

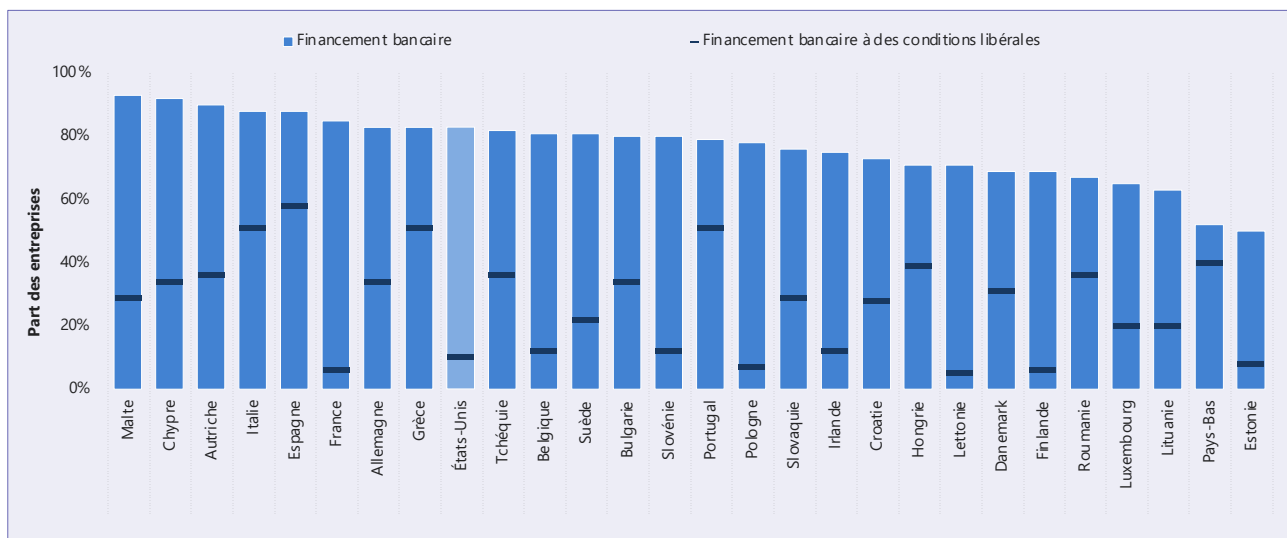


Q. Lesquels des types de financement externe suivants avez-vous utilisés pour vos activités d'investissement au cours du dernier exercice ?

Q. Les financements bancaires que vous avez reçus étaient-ils assortis de conditions libérales (par exemple, des taux d'intérêt subventionnés ou un différé de remboursement plus long) ?

Échantillon : toutes les entreprises ayant recours à des financements externes (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

## ACCÈS AU FINANCEMENT BANCAIRE ET CONDITIONS PAR PAYS



Q. Lesquels des types de financement externe suivants avez-vous utilisés pour vos activités d'investissement au cours du dernier exercice ?

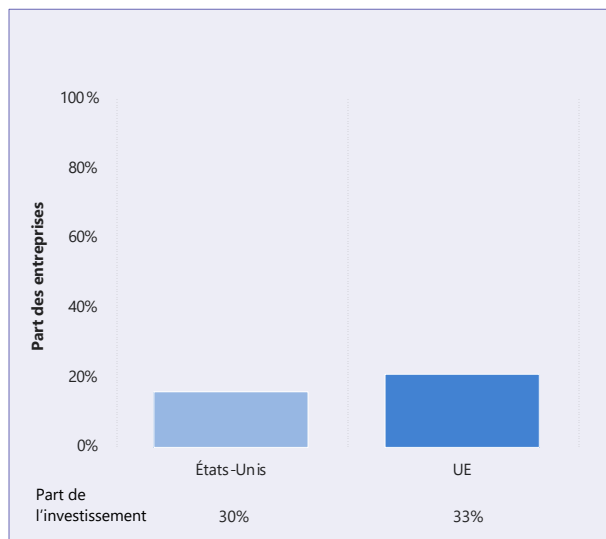
Q. Les financements bancaires que vous avez reçus étaient-ils assortis de conditions libérales (par exemple, des taux d'intérêt subventionnés ou un différé de remboursement plus long) ?

Échantillon : toutes les entreprises ayant recours à des financements externes (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

# Accès au financement

## PART DES ENTREPRISES BÉNÉFICIAIRE D'AIDES NON REMBOURSABLES

- Environ 21 % des entreprises européennes ayant recours à des financements externes ont reçu des aides non remboursables (contre 16 % aux États-Unis).
- Les entreprises bénéficiant de ces aides dans l'UE ont ainsi financé environ 33 % de leurs investissements (contre 30 % aux États-Unis).
- Cette grande part d'entreprises bénéficiant d'aides est probablement liée au fait que les entreprises ont obtenu un soutien financier dans le contexte du COVID-19 (24 % contre 15 % d'entreprises n'ayant pas bénéficié d'un soutien financier).
- On constate des différences importantes au sein de l'UE, la part des entreprises ayant reçu des aides dans le cadre de leur financement externe étant la plus élevée en Irlande (53 %) et en Hongrie (53 %), et la plus faible au Luxembourg (6 %) et à Chypre (5 %).

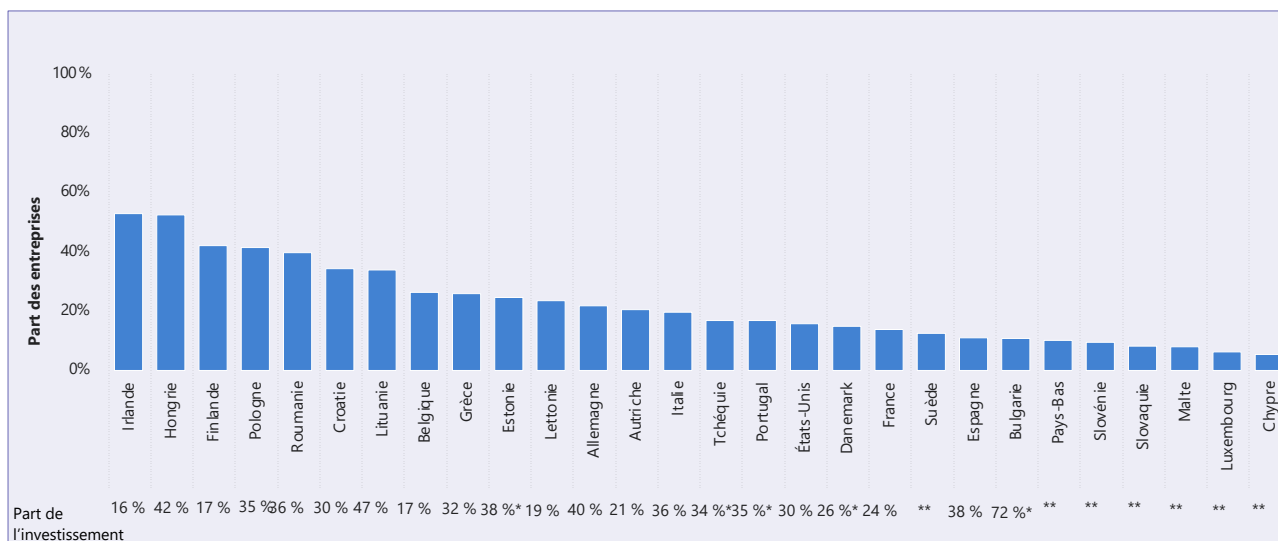


Q. Quelle proportion de votre investissement total au cours du dernier exercice a été financée par des aides non remboursables ?

Échantillon : toutes les entreprises ayant recours à des financements externes (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

Échantillon : toutes les entreprises ayant reçu des aides non remboursables (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

## PART DES ENTREPRISES BÉNÉFICIAIRE D'AIDES NON REMBOURSABLES PAR PAYS



\* Attention : échantillon restreint – à interpréter avec prudence.

\*\* Échantillon très restreint de moins de 20 répondants.

Q. Quelle proportion de votre investissement total au cours du dernier exercice a été financée par des aides non remboursables ?

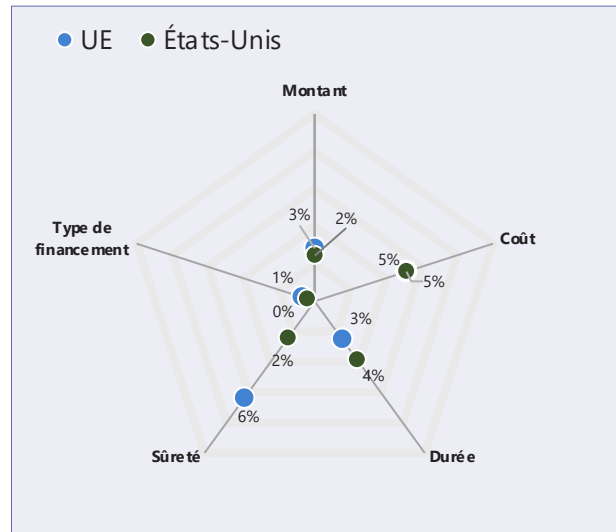
Échantillon : toutes les entreprises ayant recours à des financements externes (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

Échantillon : toutes les entreprises ayant reçu des aides non remboursables (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

# Accès au financement

## DEGRÉ D'INSATISFACTION QUANT AUX FINANCEMENTS EXTERNES REÇUS (en % des entreprises)

- Parmi les entreprises de l'UE qui ont eu recours à des financements externes en 2021, une minorité n'est pas satisfaite des conditions de financement dont elle a bénéficié.
- Les motifs d'insatisfaction les plus courants parmi les entreprises de l'UE sont les exigences en matière de sûreté (6 %) et le coût du financement (5 %).
- Pour les entreprises américaines, les principaux motifs d'insatisfaction à l'égard des financements externes reçus sont plutôt le coût du financement (5 %) et la durée (4 %).



Q. Quel est votre degré de satisfaction ou d'insatisfaction concernant... ?

Échantillon : toutes les entreprises qui ont eu recours à des financements externes au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

## DEGRÉ D'INSATISFACTION PAR SECTEUR ET PAR CATÉGORIE D'ENTREPRISES (en % des entreprises)

	Montant	Coût	Durée	Sûreté	Type
UE	3%	5%	3%	6%	1%
Ind. manufacturière	2%	4%	3%	7%	1%
Construction	3%	6%	1%	9%	1%
Services	4%	6%	3%	6%	1%
Infrastructures	3%	5%	2%	5%	0%
PME	4%	5%	3%	8%	1%
Grandes entreprises	2%	5%	2%	5%	0%

- Dans l'ensemble, les niveaux d'insatisfaction sont faibles. Les exigences en matière de sûretés suscitent les plus forts taux d'insatisfaction.
- Ce schéma est comparable d'un secteur à l'autre, à quelques petites différences près. Par exemple, la proportion des entreprises du secteur de la construction qui se disent insatisfaites à l'égard des exigences en matière de sûretés est supérieure à celle des entreprises d'autres secteurs.
- En outre, les PME sont plus susceptibles d'exprimer leur insatisfaction à l'égard du montant reçu et des exigences en matière de sûretés que les grandes entreprises.

Q. Quel est votre degré de satisfaction ou d'insatisfaction concernant... ?

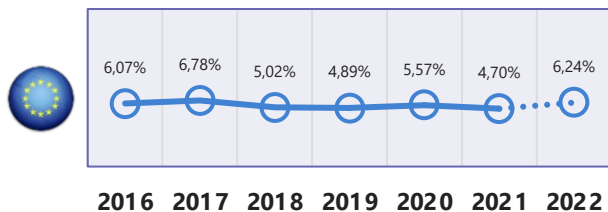
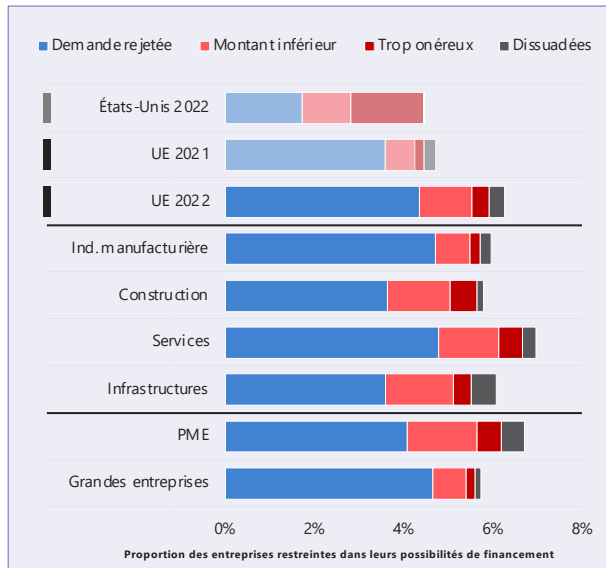
Échantillon : toutes les entreprises qui ont eu recours à des financements externes au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).



# Accès au financement

## PROPORTION D'ENTREPRISES RESTREINTES DANS LEURS POSSIBILITÉS DE FINANCEMENT

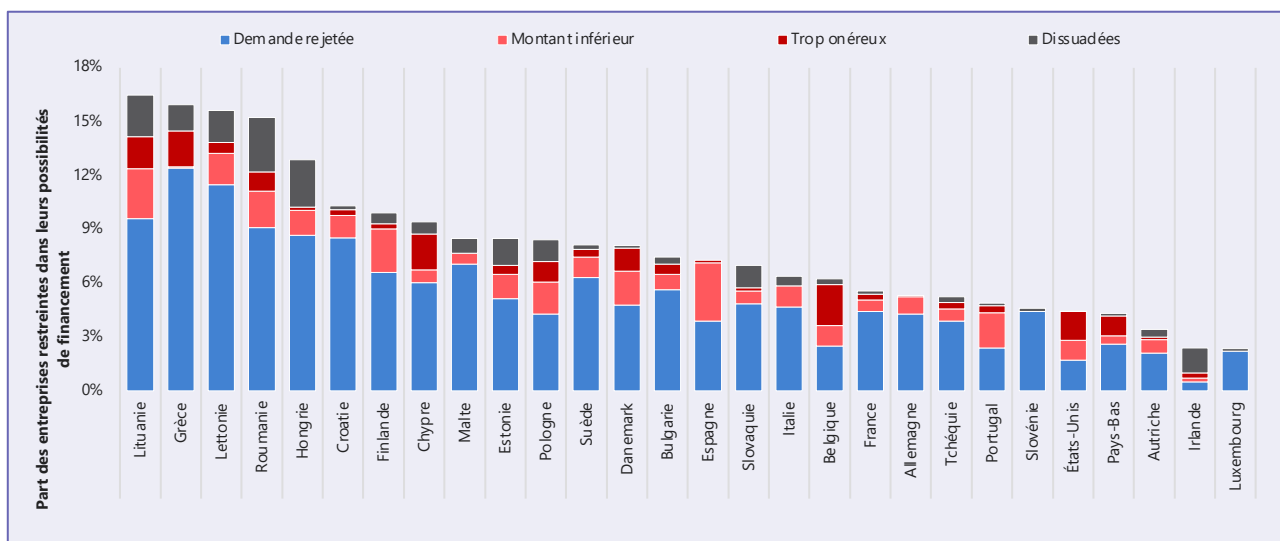
- La part des entreprises restreintes dans leurs possibilités de financement dans l'UE (6,2 %) a augmenté, s'établissant à 1,5 point de pourcentage de plus que le niveau record enregistré en 2021. Cette proportion est également plus élevée qu'aux États-Unis.
- La principale contrainte signalée par les entreprises de l'UE est le rejet (environ 4,3 %), suivi par le montant insuffisant du financement reçu (1,2 %).
- Les PME et les entreprises du secteur des services sont les plus restreintes dans leurs possibilités de financement.
- La Lituanie et la Grèce comptent la proportion la plus élevée d'entreprises restreintes dans leurs possibilités de financement, tandis que le Luxembourg et l'Irlande enregistrent la proportion la plus faible.



Parmi les entreprises restreintes dans leurs possibilités de financement figurent : celles insatisfaites par le montant des financements obtenus (montant inférieur), celles qui ont sollicité des financements externes mais ne les ont pas obtenus (demande rejetée) et celles qui n'en ont pas sollicité car elles estimaient que les coûts d'emprunt seraient trop élevés (trop onéreux) ou qu'elles obtiendraient un refus (dissuadées).

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

## PROPORTION D'ENTREPRISES RESTREINTES DANS LEURS POSSIBILITÉS DE FINANCEMENT PAR PAYS



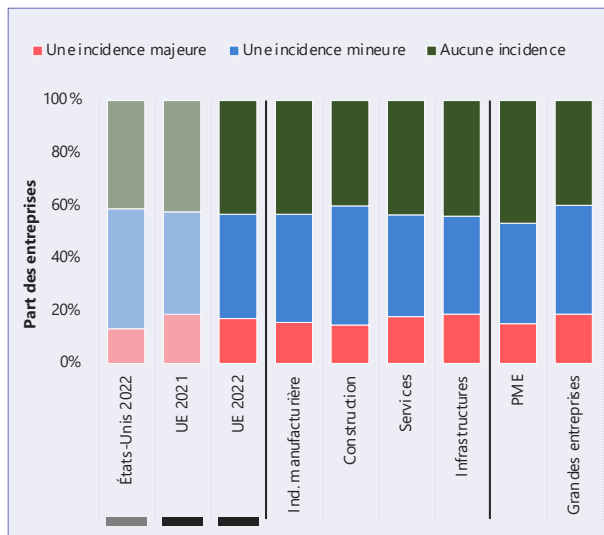
Parmi les entreprises restreintes dans leurs possibilités de financement figurent : celles insatisfaites par le montant des financements obtenus (montant inférieur), celles qui ont sollicité des financements externes mais ne les ont pas obtenus (demande rejetée) et celles qui n'en ont pas sollicité car elles estimaient que les coûts d'emprunt seraient trop élevés (trop onéreux) ou qu'elles obtiendraient un refus (dissuadées).

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

# Changements climatiques et efficacité énergétique

## INCIDENCES DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES – RISQUE PHYSIQUE

- Les changements climatiques sont progressivement perçus comme une réalité, étant donné qu'environ trois entreprises de l'UE sur cinq (57 %) indiquent que les phénomènes météorologiques ont d'ores et déjà des incidences sur leurs activités. Ces résultats correspondent à ceux de l'enquête EIBIS 2021.
- Les grandes entreprises et celles du secteur de la construction sont les plus enclines à déclarer que les phénomènes météorologiques ont des incidences sur leurs activités (60 %).
- La proportion des entreprises indiquant que les phénomènes météorologiques ont des incidences sur leurs activités est la plus élevée en Roumanie (69 %), en Irlande (67 %), en Autriche (64 %) et au Portugal (64 %). Elle est la plus faible au Danemark (36 %), en Lettonie (41 %) et en Bulgarie (44 %).

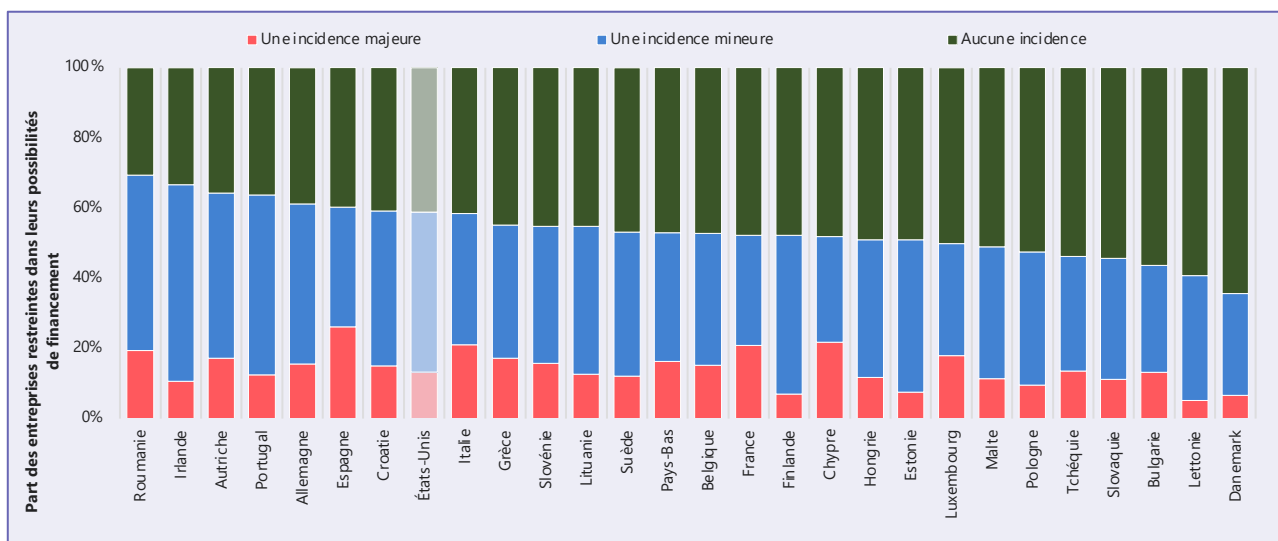


Q. Abordons maintenant l'incidence des changements climatiques sur votre entreprise, notamment les pertes liées aux phénomènes climatiques extrêmes, comme les sécheresses, les crues, les feux de forêts ou les tempêtes, ou les modifications des régimes météorologiques en raison de l'augmentation progressive des températures et des précipitations. Quel est l'impact, ou en d'autres termes le risque physique, de ces phénomènes sur votre entreprise ?

Remarque : la formulation des questions a changé entre 2021 et 2022. Les comparaisons doivent donc être traitées avec prudence.

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

## INCIDENCES DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES – RISQUE PHYSIQUE, PAR PAYS



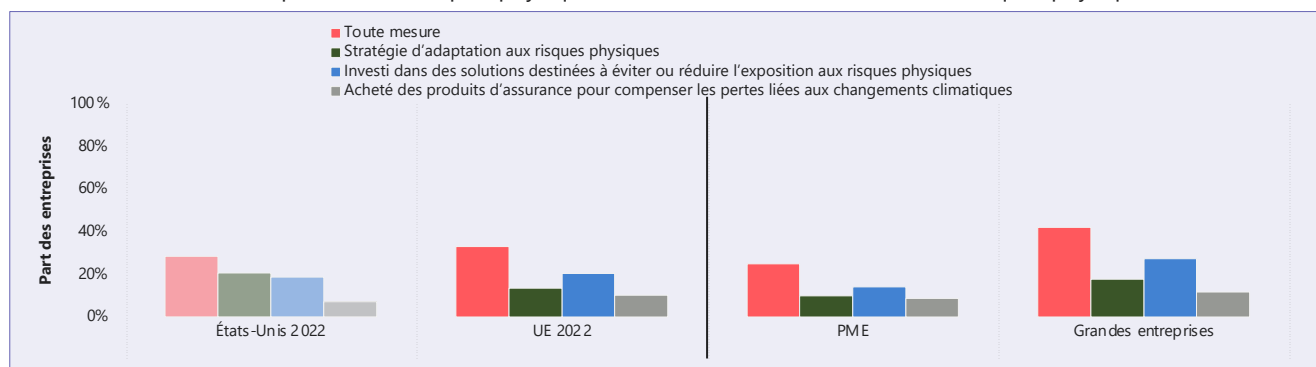
Q. Abordons maintenant l'incidence des changements climatiques sur votre entreprise, notamment les pertes liées aux phénomènes climatiques extrêmes, comme les sécheresses, les crues, les feux de forêts ou les tempêtes, ou les modifications des régimes météorologiques en raison de l'augmentation progressive des températures et des précipitations. Quel est l'impact, ou en d'autres termes le risque physique, de ces phénomènes sur votre entreprise ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

# Changements climatiques et efficacité énergétique

## RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE FACE AU RISQUE PHYSIQUE

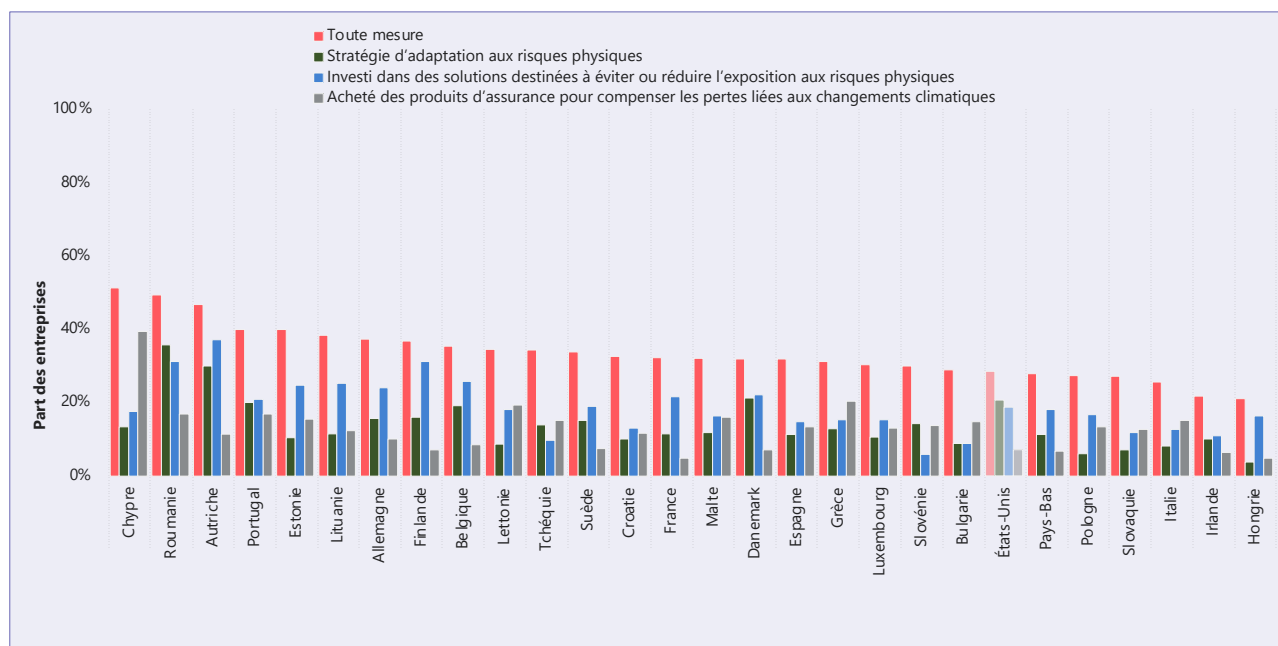
- Un tiers des entreprises de l'UE (33 %) ont déjà consenti des efforts en matière de développement ou d'investissement pour renforcer leur résilience face aux risques physiques liés aux changements climatiques, soit un peu plus qu'aux États-Unis (29 %).
  - Dans l'UE comme aux États-Unis, les entreprises ont principalement investi dans des solutions destinées à éviter ou à réduire l'exposition aux risques physiques.
- Toutefois, les entreprises de l'UE sont moins susceptibles que les entreprises américaines de déclarer avoir mis sur une stratégie d'adaptation pour faire face aux risques physiques (14 % contre 21 % aux États-Unis).
- Les grandes entreprises ont été plus susceptibles que les PME d'avoir consenti des efforts en matière de développement ou d'investissement pour renforcer leur résilience face aux risques physiques.



Q. Parmi les mesures suivantes, votre entreprise a-t-elle consenti des efforts en matière de développement ou d'investissement pour renforcer sa résilience face aux risques physiques liés aux changements climatiques ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

## RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE FACE AU RISQUE PHYSIQUE PAR PAYS



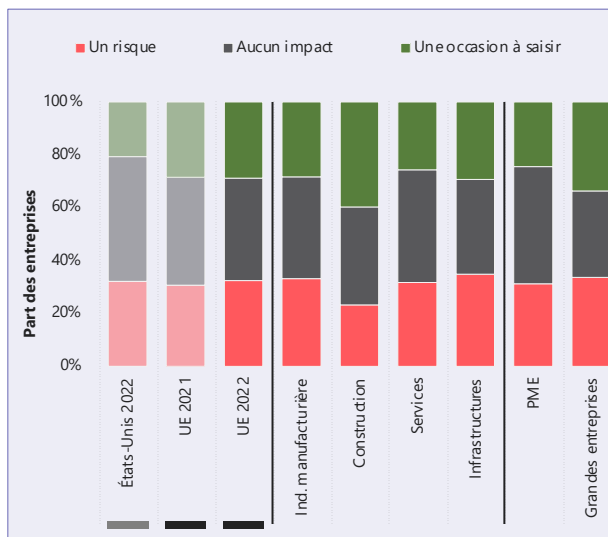
Q. Parmi les mesures suivantes, votre entreprise a-t-elle consenti des efforts en matière de développement ou d'investissement pour renforcer sa résilience face aux risques physiques liés aux changements climatiques ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

# Changements climatiques et efficacité énergétique

## INCIDENCES DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES – RISQUES ASSOCIÉS À LA TRANSITION VERS UNE ÉCONOMIE NEUTRE EN CARBONE AU COURS DES CINQ PROCHAINES ANNÉES

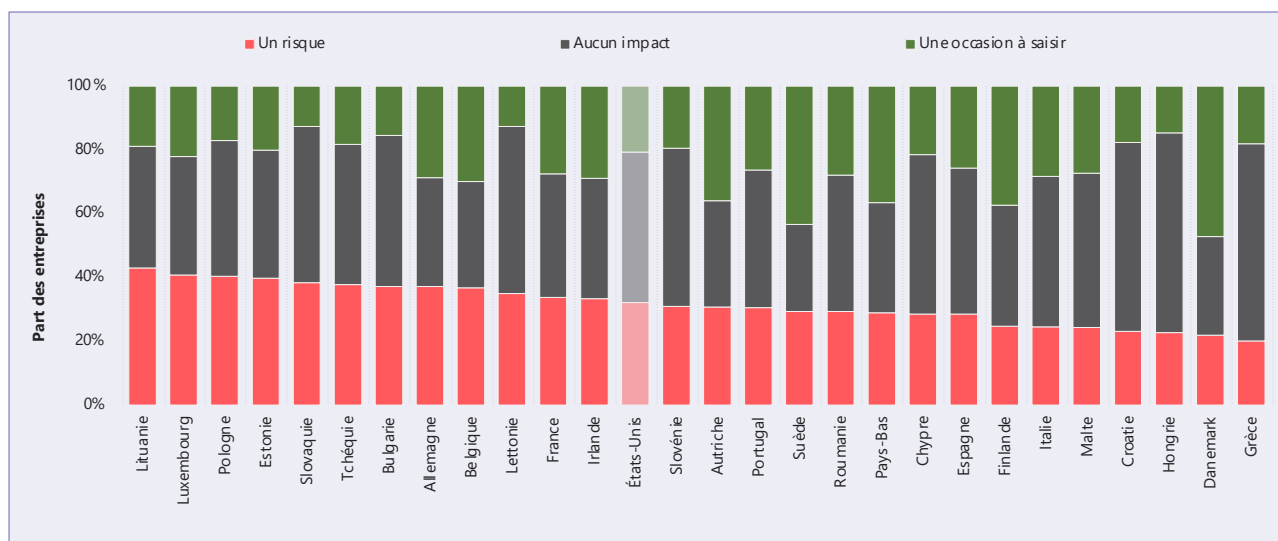
- Dans l'Union européenne, 39 % des entreprises ne considèrent pas encore la transition climatique comme un risque ou comme une occasion à saisir. Cette proportion est beaucoup plus faible qu'aux États-Unis (47 %).
- Au sein de l'UE, les entreprises se répartissent dans des proportions assez équilibrées entre celles qui considèrent la transition comme un risque et celles qui estiment pouvoir en tirer parti au cours des cinq prochaines années à venir (respectivement 32 % et 29 %).
- Aux États-Unis, les entreprises sont plus nombreuses à percevoir cette transition comme un risque que comme une occasion à saisir (32 % contre 21 %).
- Les entreprises lituaniennes sont les plus susceptibles de voir la transition vers une économie neutre en carbone au cours des cinq prochaines années comme un risque (43 %) ; les entreprises au Danemark et en Suède sont les plus susceptibles de la voir comme une occasion à saisir (respectivement 47 % et 43 %).



Q. S'agissant de votre entreprise, selon vous, quelles seront les incidences de cette transition vers des normes et réglementations climatiques plus strictes, pour votre entreprise, au cours des cinq prochaines années ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

## INCIDENCES DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES – RISQUES ASSOCIÉS À LA TRANSITION VERS UNE ÉCONOMIE NEUTRE EN CARBONE AU COURS DES CINQ PROCHAINES ANNÉES, PAR PAYS



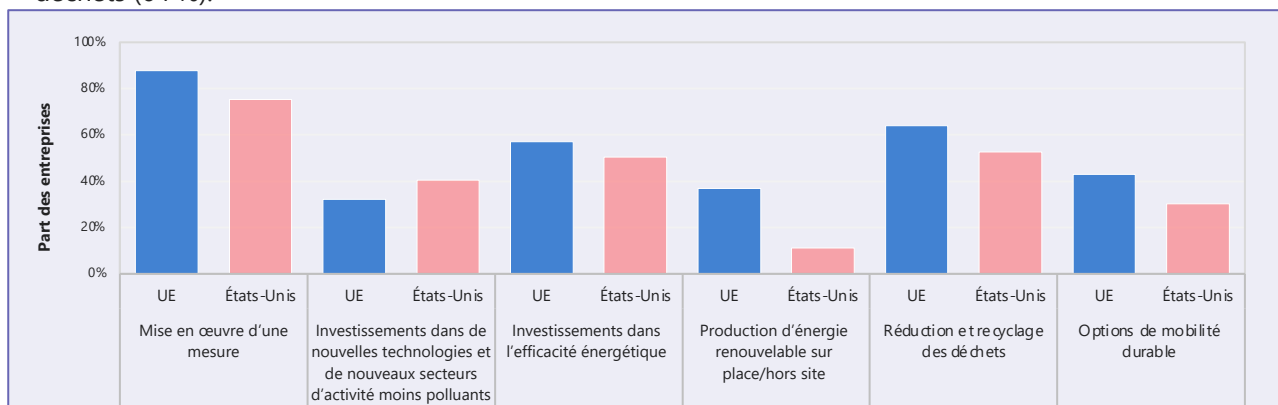
Q. S'agissant de votre entreprise, selon vous, quelles seront les incidences de cette transition vers des normes et réglementations climatiques plus strictes, pour votre entreprise, au cours des cinq prochaines années ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

# Changements climatiques et efficacité énergétique

## MESURES VISANT À RÉDUIRE LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE

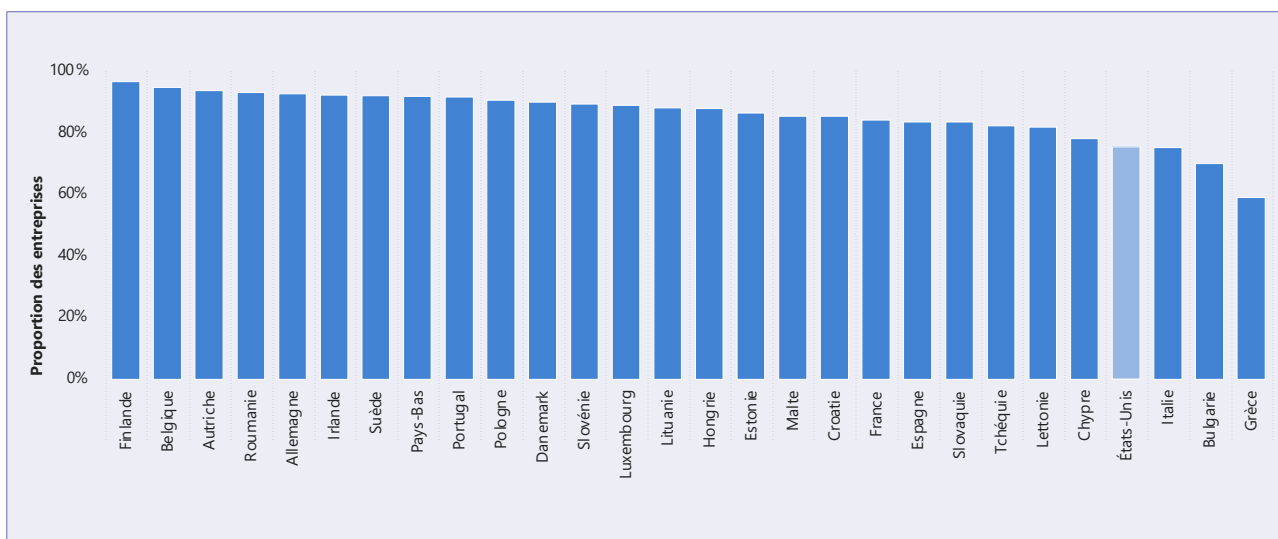
- Près de 90 % des entreprises de l'UE ont pris des mesures pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, une proportion nettement supérieure à celle des États-Unis (75 %).
- Les principales mesures dans l'UE sont les investissements dans l'efficacité énergétique (57 %) et la réduction et le recyclage des déchets (64 %).
- Dans l'Union européenne, les entreprises en Finlande (97 %) et en Belgique (95 %) ont été les plus susceptibles d'avoir pris des mesures, tandis que les entreprises en Grèce (59 %) et en Bulgarie (70 %) ont été les moins susceptibles d'avoir agi.



Q. Votre entreprise investit-elle dans l'une des mesures suivantes ou met-elle en œuvre l'une de ces mesures afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

## MESURES VISANT À RÉDUIRE LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE PAR PAYS



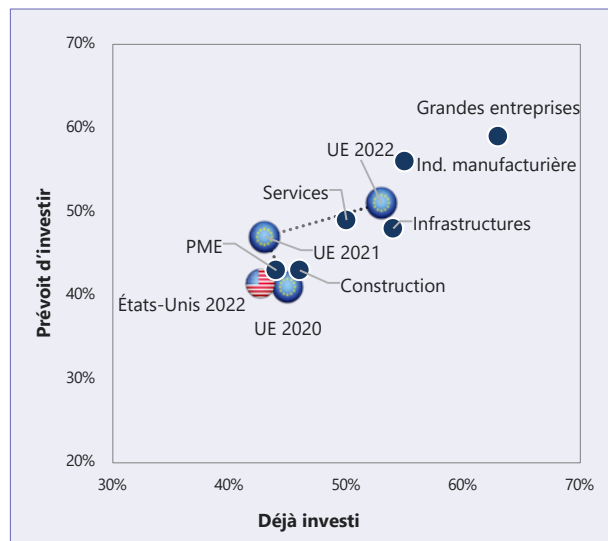
Votre entreprise investit-elle dans l'une des mesures suivantes ou met-elle en œuvre l'une de ces mesures afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

# Changements climatiques et efficacité énergétique

## PLANS D'INVESTISSEMENT VISANT À REMÉDIER AUX EFFETS DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

- Dans l'ensemble de l'UE, 53 % des entreprises ont déjà investi pour remédier aux effets des phénomènes météorologiques et réduire les émissions de carbone.
- Plus de la moitié (51 %) prévoit d'investir dans ces domaines au cours des trois prochaines années. On note ici une augmentation par rapport à l'enquête EIBIS 2021.
- Les grandes entreprises sont les plus susceptibles d'avoir déjà investi (63 %), tandis que le secteur manufacturier compte la plus forte proportion d'entreprises qui ont l'intention d'investir (56 %).
- Les entreprises de l'UE vont plus loin que leurs homologues américaines, étant donné qu'elles sont plus nombreuses à avoir déjà investi et à prévoir d'investir dans la lutte contre les changements climatiques.
- Au sein de l'UE, c'est la Finlande qui compte la plus forte proportion d'entreprises qui ont déjà investi dans l'action climatique et qui prévoient d'investir au cours des trois prochaines années. Chypre présente la proportion la plus faible d'entreprises qui font état d'investissements et la Grèce la plus faible part d'entreprises qui prévoient d'investir dans ce domaine.



EIBIS 2022 :

Q. Laquelle des propositions suivantes s'applique à votre entreprise en ce qui concerne les investissements visant à remédier aux effets des phénomènes météorologiques et à réduire les émissions de carbone ?

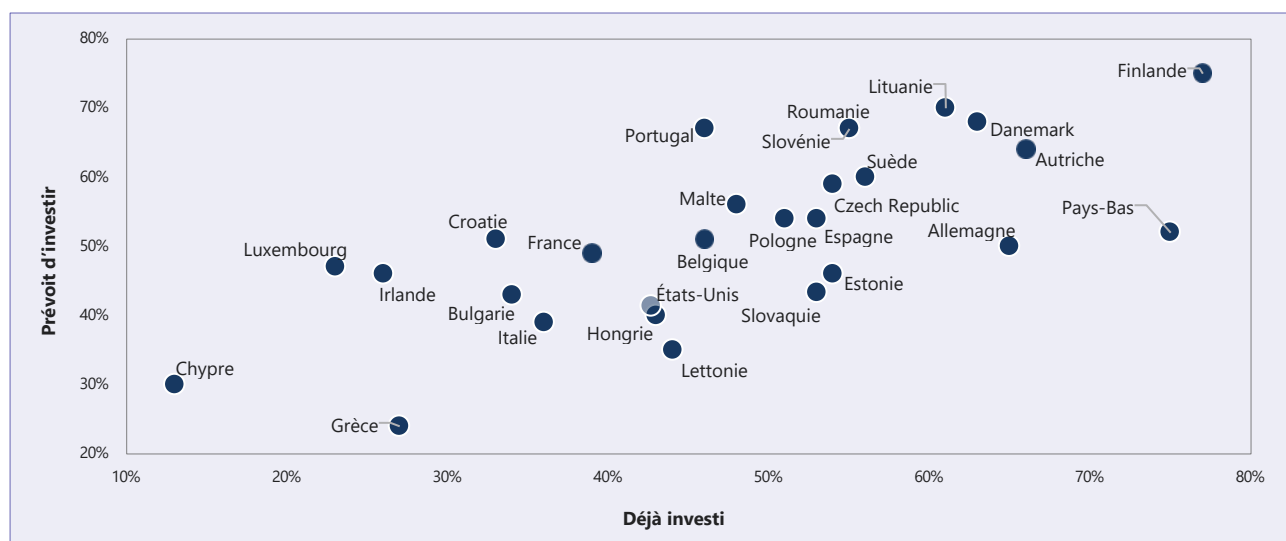
EIBIS 2021 :

Q. En ce qui concerne les investissements visant à remédier aux effets des phénomènes météorologiques et à réduire les émissions de carbone, lesquels des éléments suivants s'appliquent ?

Remarque : la question a été modifiée et une option de réponse a été ajoutée en 2022, ce qui peut avoir influencé les données. Les comparaisons avec les enquêtes précédentes doivent donc être traitées avec prudence.

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

## PLANS D'INVESTISSEMENT VISANT À REMÉDIER AUX EFFETS DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES PAR PAYS



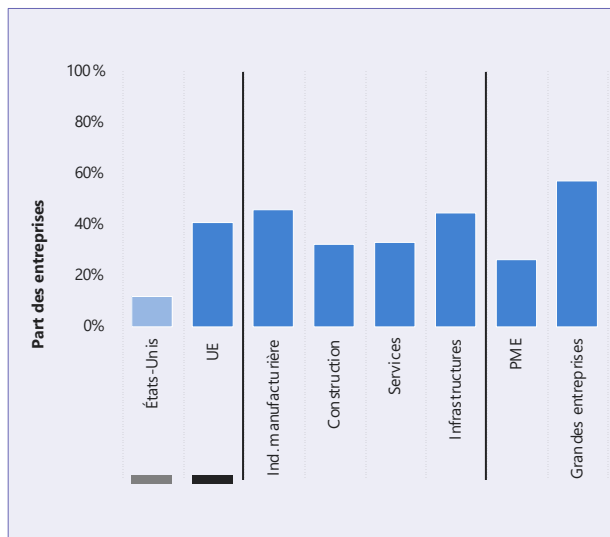
Q. Laquelle des propositions suivantes s'applique à votre entreprise en ce qui concerne les investissements visant à remédier aux effets des phénomènes météorologiques et à réduire les émissions de carbone ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

# Changements climatiques et efficacité énergétique

## OBJECTIFS DES ENTREPRISES EN MATIÈRE D'ACTION CLIMATIQUE POUR LEURS PROPRES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE

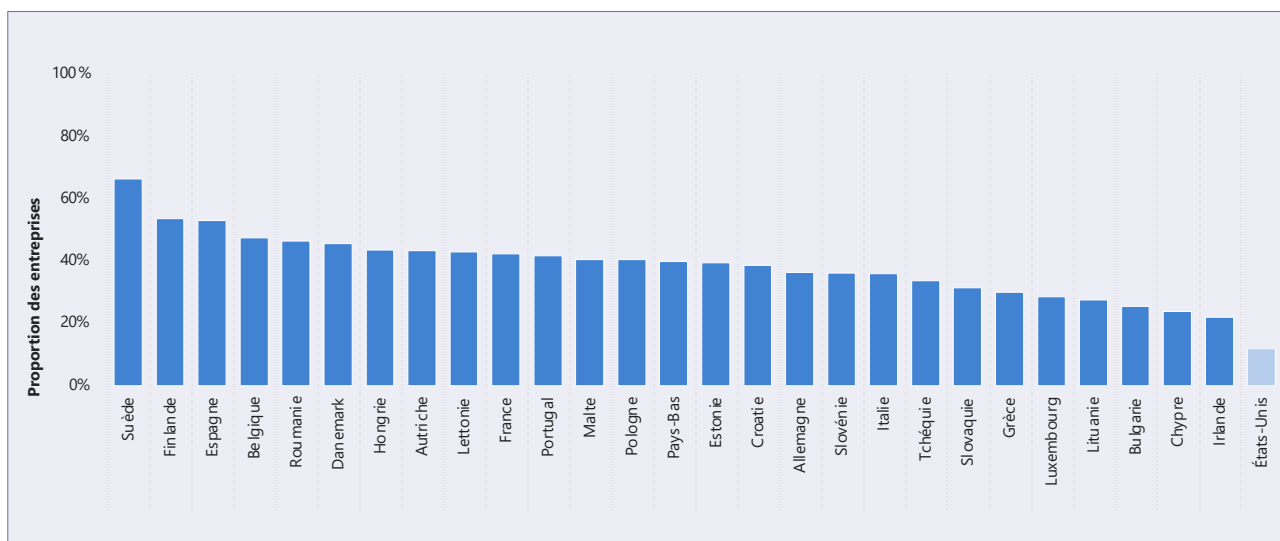
- Un peu plus de 40 % des entreprises de l'UE déclarent qu'elles se sont fixé des objectifs relatifs à leurs propres émissions de gaz à effet de serre et qu'elles en ont assuré le suivi, soit trois fois plus qu'aux États-Unis (12 %).
- Les entreprises actives dans l'industrie manufacturière et les infrastructures (respectivement 46 % et 45 %) et les grandes entreprises (57 %) sont les plus enclines à s'être dotées de tels objectifs et à en avoir assuré le suivi.
- La Suède (67 %) et la Finlande (54 %) présentent la plus forte proportion d'entreprises qui procèdent à la définition et au suivi d'objectifs pour leurs propres émissions de gaz à effet de serre, tandis que l'Irlande (22 %) a la proportion la plus faible, qui reste toutefois supérieure à celle des États-Unis.



Q. Est-ce que votre entreprise fixe et suit des objectifs relatifs à ses propres émissions de gaz à effet de serre (GES) ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

## OBJECTIFS DES ENTREPRISES EN MATIÈRE D'ACTION CLIMATIQUE POUR LEURS PROPRES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE PAR PAYS



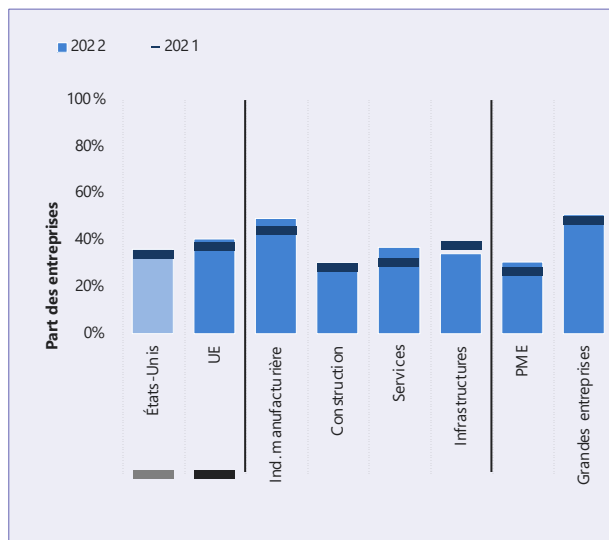
Q. Est-ce que votre entreprise fixe et suit des objectifs relatifs à ses propres émissions de gaz à effet de serre (GES) ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

# Changements climatiques et efficacité énergétique

## PROPORTION D'ENTREPRISES AYANT INVESTI DANS DES MESURES VISANT À AMÉLIORER L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

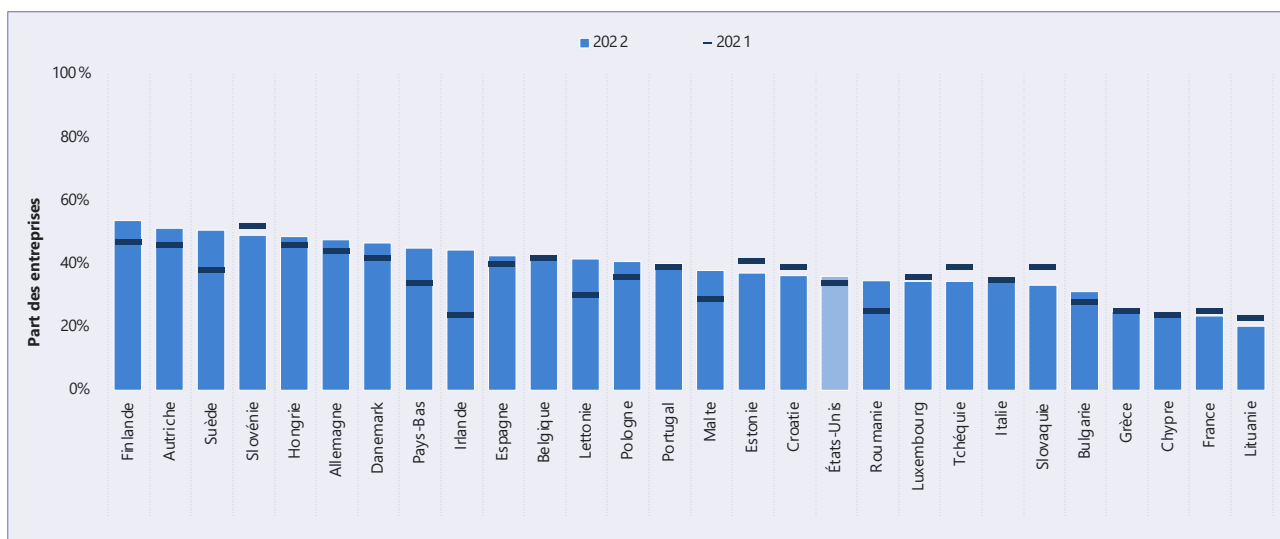
- La proportion des entreprises de l'UE qui investissent dans des mesures visant à améliorer l'efficacité énergétique en 2021 est en légère progression par rapport à 2020, passant de 37 % dans l'enquête EIBIS 2021 à 40 % dans l'enquête EIBIS 2022.
- Cette tendance se retrouve aux États-Unis, où la proportion des entreprises investissant dans l'efficacité énergétique (36 %) demeure inférieure à celle de l'UE.
- Dans l'UE, les entreprises manufacturières (49 %) et les grandes entreprises (51 %) ont été les plus susceptibles d'investir dans l'efficacité énergétique.
- La proportion des entreprises qui ont investi dans des mesures d'efficacité énergétique est la plus élevée en Finlande (54 %) et en Autriche (51 %), et la plus faible en Lituanie (20 %) et en France (24 %).



Q. Quelle est la proportion du total de l'investissement effectué au cours du dernier exercice financier qui a été consacrée principalement à des mesures d'amélioration de l'efficacité énergétique dans votre entreprise ?

Échantillon : toutes les entreprises.

## PROPORTION DES ENTREPRISES INVESTISSANT DANS DES MESURES D'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE PAR PAYS



Q. Quelle est la proportion du total de l'investissement effectué au cours du dernier exercice financier qui a été consacrée principalement à des mesures d'amélioration de l'efficacité énergétique dans votre entreprise ?

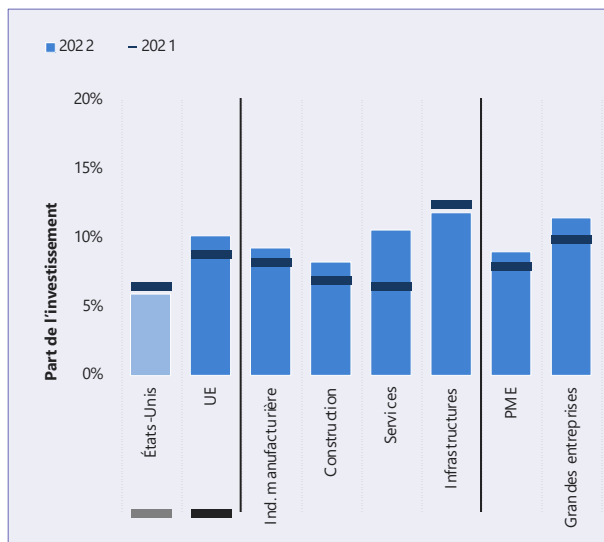
Échantillon : toutes les entreprises.



# Changements climatiques et efficacité énergétique

## PART MOYENNE DE L'INVESTISSEMENT DANS DES MESURES VISANT À AMÉLIORER L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

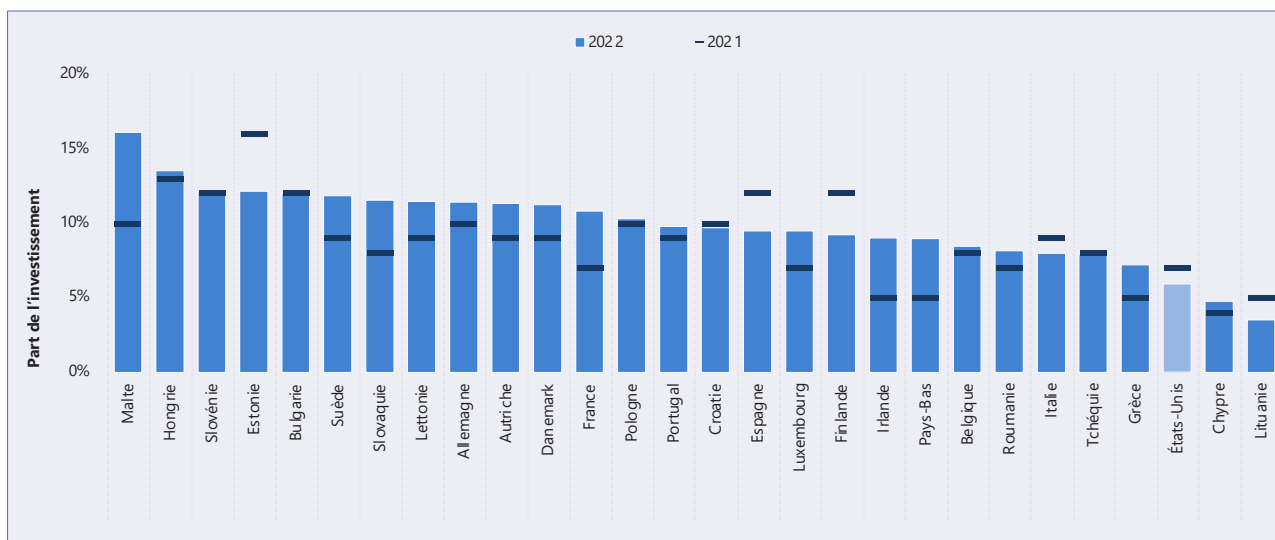
- Globalement, la part moyenne de l'investissement dans des mesures d'amélioration de l'efficacité énergétique s'est établie à 10 % dans l'UE selon l'enquête EIBIS 2022, un résultat comparable à celui de l'EIBIS 2021. Cette proportion est plus élevée qu'aux États-Unis (6 %).
- Les entreprises du secteur des infrastructures (12 %) et des services (11 %) ont consacré une part plus élevée de leurs investissements aux mesures d'efficacité énergétique que celles des autres secteurs. Les grandes entreprises ont alloué une part de leurs investissements légèrement plus élevée que les PME (respectivement 11 % et 9 %).
- La part moyenne de l'investissement dans l'efficacité énergétique est la plus élevée à Malte (16 %), puis en Hongrie (14 %) et en Slovaquie (12 %), et la plus faible en Lituanie (3 %) et à Chypre (5 %).



Q. Quelle est la proportion du total de l'investissement effectué au cours du dernier exercice financier qui a été consacrée principalement à des mesures d'amélioration de l'efficacité énergétique dans votre entreprise ?

Échantillon : toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

## PART MOYENNE DE L'INVESTISSEMENT DANS DES MESURES VISANT À AMÉLIORER L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE PAR PAYS



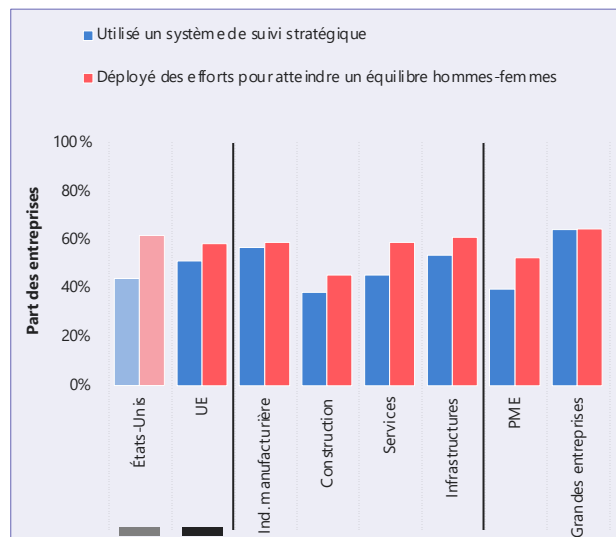
Q. Quelle est la proportion du total de l'investissement effectué au cours du dernier exercice financier qui a été consacrée principalement à des mesures d'amélioration de l'efficacité énergétique dans votre entreprise ?

Échantillon : toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

# Gestion de l'entreprise, équilibre hommes-femmes et effectifs

## GESTION DE L'ENTREPRISE ET ÉQUILIBRE HOMMES-FEMMES

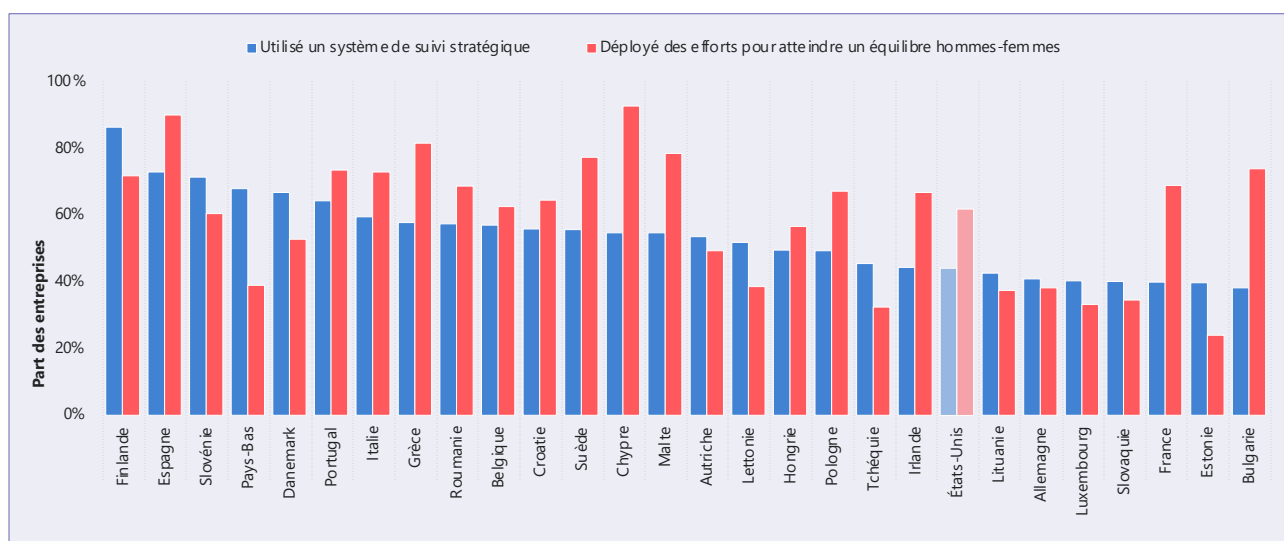
- Plus de la moitié (51 %) des entreprises de l'UE préfèrent s'appuyer sur un système de suivi stratégique, une proportion plus élevée qu'aux États-Unis (44 %).
- Pour ce qui est de l'équilibre hommes-femmes, la proportion des entreprises qui déploient des efforts en ce sens est légèrement inférieure dans l'UE (58 %, contre 62 % aux États-Unis).
- Dans l'UE, les entreprises du secteur de la construction et les PME s'appuient généralement moins sur un système de surveillance stratégique et déploient moins d'efforts pour atteindre un équilibre hommes-femmes que les entreprises d'autres secteurs et les grandes entreprises.
- La proportion des entreprises qui s'appuient sur un système de surveillance stratégique est la plus élevée en Finlande (86 %) et la plus faible en Bulgarie (38 %). Chypre (93 %) reste le pays où les entreprises déploient le plus d'efforts pour atteindre un équilibre hommes-femmes. C'est en Estonie qu'elles sont les moins actives (24 %).



Q. Votre entreprise a-t-elle... ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

## GESTION DE L'ENTREPRISE ET ÉQUILIBRE HOMMES-FEMMES PAR PAYS



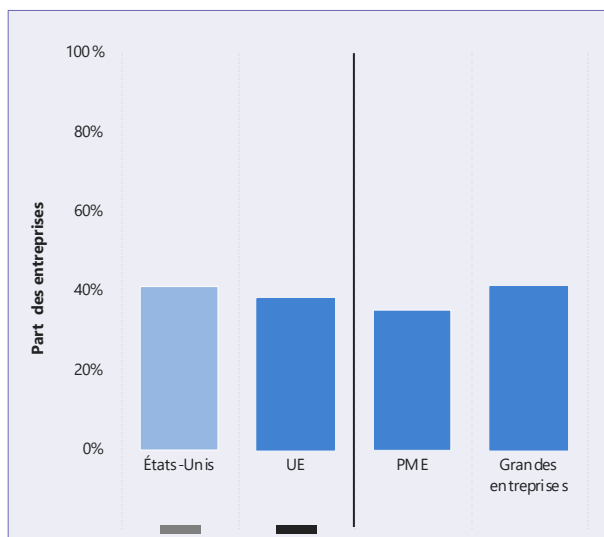
Q. Votre entreprise a-t-elle... ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

# Gestion de l'entreprise, équilibre hommes-femmes et effectifs

## ENTREPRISES QUI ONT AUGMENTÉ LEURS EFFECTIFS DEPUIS 2019

- Environ 38 % des entreprises de l'UE ont augmenté leurs effectifs depuis 2019.
- Les États-Unis affichent un résultat semblable (environ 41 %).
- Les grandes entreprises sont plus nombreuses que les PME à avoir augmenté leurs effectifs depuis 2019 (41 % contre 35 %).
- Dans l'UE, les entreprises en Irlande et en Croatie ont été les plus susceptibles d'avoir augmenté le nombre de salariés par rapport à 2019 (respectivement 56 % et 49 %), à l'opposé des entreprises de Malte et de Slovaquie (environ 26 % dans chaque pays).

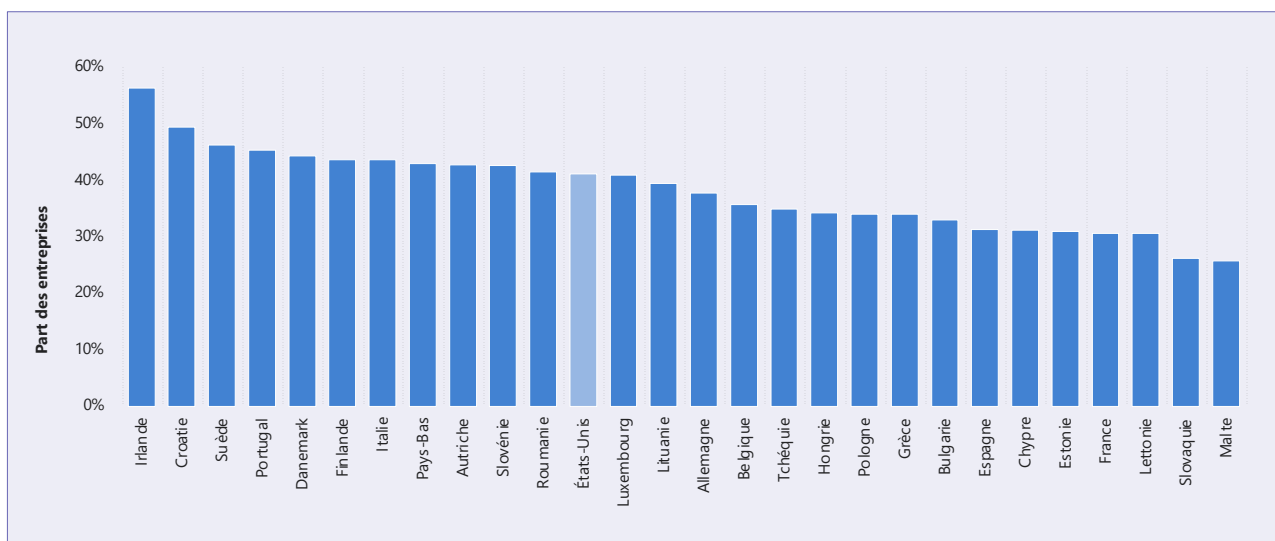


Q. Combien de personnes votre entreprise emploie-t-elle, à temps plein et à temps partiel, vous inclus, sur l'ensemble de ses sites ?

Q. Combien de personnes votre entreprise employait-elle à temps plein ou à temps partiel, sur l'ensemble de ses sites, en 2019, avant la pandémie de COVID-19 ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas, ont refusé de répondre ou n'existaient pas en 2019).

## ENTREPRISES QUI ONT AUGMENTÉ LEURS EFFECTIFS DEPUIS 2019 PAR PAYS



Q. Combien de personnes votre entreprise emploie-t-elle, à temps plein et à temps partiel, vous inclus, sur l'ensemble de ses sites ?

Q. Combien de personnes votre entreprise employait-elle à temps plein ou à temps partiel, sur l'ensemble de ses sites, en 2019, avant la pandémie de COVID-19 ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas, ont refusé de répondre ou n'existaient pas en 2019).

# Enquête EIBIS 2022 : détails techniques spécifiques

## INTERVALLES DE TOLÉRANCE APPLICABLES AUX POURCENTAGES SE SITUANT AU NIVEAU INDIQUÉ OU S'EN RAPPROCHANT

La base de données définitive est établie en fonction d'un échantillon et non pour l'ensemble de la population d'entreprises dans l'Union européenne de sorte que les pourcentages obtenus sont soumis aux intervalles de tolérance de l'échantillonnage. Ces derniers varient en fonction de la taille de l'échantillon et du pourcentage concerné.

	États-Unis	UE	Ind. manufacturière	Construction	Services	Infrastructures	PME	Grandes entreprises	UE 2021 / UE 2022	Ind. manif. / construction	PME / grandes entreprises
	(800)	(12 021)	(3 581)	(2 492)	(3 067)	(2 751)	(10 335)	(1 686)	(12 021 / 11 920)	(3 581 / 2 492)	(10 335 / 1 686)
10 % ou 90 %	4,1 %	1,1 %	2,0 %	2,2 %	2,1 %	2,1 %	0,9 %	2,1 %	1,6 %	2,9 %	2,2 %
30 % ou 70 %	6,2 %	1,7 %	3,0 %	3,4 %	3,2 %	3,2 %	1,4 %	3,1 %	2,4 %	4,5 %	3,4 %
50 %	6,8 %	1,8 %	3,3 %	3,7 %	3,5 %	3,5 %	1,6 %	3,4 %	2,6 %	4,9 %	3,7 %

## GLOSSAIRE

<b>Secteur de la construction</b>	Selon la nomenclature statistique des activités économiques dans l'UE (NACE) : les entreprises du groupe F (construction).
<b>Secteur des infrastructures</b>	Selon la nomenclature statistique des activités économiques dans l'UE (NACE) : les entreprises des groupes D et E (services collectifs), du groupe H (transports et entreposage) et du groupe J (information et communication).
<b>Investissement</b>	Il est considéré qu'une entreprise a investi si elle a dépensé plus de 500 EUR par employé pour des activités d'investissement dans l'intention de maintenir ou d'accroître ses recettes futures.
<b>Cycle d'investissement</b>	Il est déterminé en se basant sur les investissements attendus pendant l'exercice financier en cours par rapport à ceux du dernier exercice, ainsi que sur le pourcentage d'entreprises dont les investissements sont supérieurs à 500 EUR par employé.
<b>Grandes entreprises</b>	Entreprises comptant au moins 250 employés.
<b>Industrie manufacturière</b>	Selon la nomenclature statistique des activités économiques dans l'UE (NACE) : les entreprises du groupe C (industrie manufacturière).
<b>Secteur des services</b>	Selon la nomenclature statistique des activités économiques dans l'UE (NACE) : les entreprises du groupe G (commerce de gros et de détail) et du groupe I (hébergement et restauration).
<b>PME</b>	Petites et moyennes entreprises (entreprises comptant entre 5 et 249 employés).

### Note relative à la lecture des résultats :

La synthèse de l'enquête EIBIS 2022 présente les résultats de l'enquête menée en 2022. Les questions de l'enquête peuvent se référer au « dernier exercice financier » (2021) ou aux attentes pour l'année en cours (2022). Le texte et la note de bas de page faisant référence à la question préciseront dans chaque cas quelle année est prise en considération.

# Enquête EIBIS 2022 : détails techniques spécifiques

Cette synthèse présente une sélection de conclusions fondées sur des entretiens téléphoniques (menés d'avril à juillet 2022) auprès de 11 920 entreprises situées dans les pays de l'Union européenne.

**TAILLE DES ÉCHANTILLONS DE SONDAGE** (\*Graphiques regroupant plusieurs échantillons – en raison de l'espace limité, seul l'échantillon le plus petit est montré)

Définition de l'échantillon et référence des pages	États-Unis 2022	UE 2022/2021	Industrie manufacturière	Construction	Services	Infrastructures	PME	Grandes entreprises
* Graphiques regroupant plusieurs échantillons – en raison de l'espace limité, seul l'échantillon le plus petit est montré.								
Toutes les entreprises, p. 4.	800	12 021/11 920	3 581	2 492	3 067	2 751	10 335	1 686
Toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 4.	756	11 682/11 620	3 485	2 413	2 990	2 668	10 095	1 588
Toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 5.	668	9 704/9 670	3 006	1 989	2 363	2 247	8 218	1 486
Toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 6.	668	9 501/9 523	2 903	2 011	2 320	2 166	8 155	1 346
Toutes les entreprises (sauf celles qui ont répondu qu'elles n'existaient pas il y a trois ans), p. 7.	800	12 005/11 910	3 578	2 489	3 062	2 746	10 320	1 685
Toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 8.	780	11 814/11 765	3 535	2 437	3 017	2 696	10 159	1 655
Toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 9 et 10.	795	11 810 / n. d.	3 521	2 452	3 011	2 697	10 149	1 661
Toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 11.	762	11 945/11 857	3 562	2 473	3 047	2 733	10 278	1 667
Toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 12.	796	11 989/11 891	3 570	2 485	3 059	2 745	10 309	1 680
Toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 13.	778	11 735/11 648	3 486	2 443	3 001	2 678	10 090	1 645
Toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 14.	615	8 728/8 780	2 694	1 831	2 122	1 993	7 473	1 255
Toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 15 et 16.	800	11 980/11 878	3 573	2 486	3 056	2 743	10 304	1 676
Toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 17.	798	11 975 / n. d.	3 571	2 482	3 058	2 734	10 298	1 677
Toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas, ont refusé de répondre ou ont répondu « sans objet » pour les trois obstacles aux échanges internationaux), p. 18.	800	11 382 / n. d.	3 506	2 344	2 939	2 472	9 765	1 617
Toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 19.	770	11 297 / n. d.	3 478	2 322	2 923	2 453	9 689	1 608
Toutes les entreprises confrontées à des perturbations des échanges (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 20.	707	9 265 / n. d.	3 077	1 927	2 451	1 727	7 864	1 401
Toutes les entreprises, p. 21.	800	12 021/11 920	3 581	2 492	3 067	2 751	10 335	1 686
Toutes les entreprises (les données ne font pas apparaître celles qui ont indiqué que ces éléments ne représentaient pas du tout un obstacle, ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 22 et p. 23.	800	12 021/11 920	3 581	2 492	3 067	2 751	10 335	1 686
Toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 24.	665	10 051/8 675	3 086	2 085	2 451	2 322	8 503	1 548
Toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 25.	665	10 051/8 675	3 086	2 085	2 451	2 322	8 503	1 548
Toutes les entreprises ayant recours à des financements externes (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 26.	275	4 107/4 059	1 282	870	857	1 067	3 480	627
Toutes les entreprises ayant reçu des aides non remboursables (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 27.	50	925	336	132	157	285	806	119
Toutes les entreprises qui ont eu recours à des financements externes (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre)*, p. 28.	278	4 131/4 079	1 290	872	860	1 079	3 504	627
Toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 29.	658	11 504/11 518	3 431	2 378	2 941	2 629	9 911	1 593
Toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 30.	790	11 911/11 849	3 554	2 467	3 031	2 729	10 240	1 671
Toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 31.	784	11 909 / n. d.	3 545	2 472	3 039	2 723	10 258	1 651
Toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 32.	759	11 172/11 384	3 323	2 328	2 837	2 561	9 588	1 584
Toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 33.	783	11 964 / n. d.	3 570	2 476	3 053	2 735	10 285	1 679
Toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 34.	763	11 685/11 659	3 492	2 413	2 987	2 666	10 044	1 641
Toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 35.	783	11 712 / n. d.	3 471	2 443	3 006	2 668	10 099	1 613
Toutes les entreprises, p. 36.	800	12 021/11 920	3 581	2 492	3 067	2 751	10 335	1 686
Toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 37.	677	9 752/9 617	2 970	2 038	2 404	2 236	8 328	1 424
Toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre)*, p. 38.	785	11 969/11 616	3 494	2 424	2 990	2 660	10 049	1 647
Toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas, ont refusé de répondre ou n'existaient pas en 2019), p. 39.	783	11 611/11 664	3 454	2 393	2 976	2 661	10 035	1 576







Banque européenne  
d'investissement

Département Analyses économiques  
economics@eib.org  
www.eib.org/economics

Bureau d'information  
+352 4379-22000  
info@eib.org

Banque européenne d'investissement  
98-100, boulevard Konrad Adenauer  
L-2950 Luxembourg  
+352 4379-1  
www.eib.org

📧 [twitter.com/EIB](https://twitter.com/EIB)  
📘 [facebook.com/EuropeanInvestmentBank](https://facebook.com/EuropeanInvestmentBank)  
📺 [youtube.com/EIBtheEUBank](https://youtube.com/EIBtheEUBank)

pdf: ISBN 978-92-861-5396-9 © Banque européenne d'investissement, 02/2023

# Union européenne

Vue d'ensemble

## ENQUÊTE BEI SUR L'INVESTISSEMENT

# 2022